

**Séance ordinaire du  
mardi 26 mars 2024**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Patrimoine municipal et  
sobriété énergétique**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Dispositif "Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et  
tertiaires" - Valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) -  
Conventions avec les organismes délégataires - Approbation - Autorisation de  
signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

La loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de Programmation fixant les Orientations de la Politique Énergétique (POPE) a posé les fondements du dispositif des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE). Ce dispositif vise à obliger les fournisseurs d'énergie (électricité, gaz, chaleur, froid, fioul domestique) à réaliser des économies d'énergie en entreprenant différentes actions auprès des consommateurs finaux, dont les collectivités. Ce dispositif permet donc aux collectivités d'obtenir, en contrepartie de travaux ou d'opérations de maîtrise de l'énergie, des certificats qui peuvent ensuite être vendus aux fournisseurs d'énergie dits « *obligés* ». Ces certificats sont exprimés en équivalent d'énergie évitée « *Cumulé et Actualisé* » : kiloWatheures (kWh) cumac.

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement durable et de la maîtrise de l'énergie, la Ville de Montpellier est inscrite sur le Registre National des CEE. La Ville peut déposer en son nom propre sur la plateforme EMMY les CEE liés aux travaux réalisés sur son propre patrimoine. C'est ce qui est habituellement fait pour valoriser la majorité des opérations éligibles au dispositif CEE qui sont réalisées par la Ville. Une fois que le Pôle National des CEE a validé le dossier de demande CEE correspondant, des CEE en kWh cumac sont délivrés à la Ville. Les CEE sont ensuite valorisés en euros lors de leur vente. Des organismes de rachat de CEE sont ensuite consultés, et les CEE sont cédés à l'organisme proposant le montant de rachat le plus élevé.

Afin de valoriser de façon plus importante et de favoriser certaines opérations indispensables à la décarbonation, le Gouvernement a mis en place le dispositif « *Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* ». Ce dispositif permet de valoriser des rénovations de système de chauffage, avec une dépose de chaudière à combustible fioul ou gaz, pour un raccordement à un réseau de chaleur urbain. Ce dispositif permet de valoriser des CEE de façon plus importante qu'avec la procédure citée ci-dessus : on estime un gain financier de l'ordre de 30 fois supérieur. Afin de bénéficier de ce « *Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* », la Ville doit conventionner avec un organisme délégataire signataire de la charte « *Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* ». Il n'est pas possible pour la Ville de profiter de cette valorisation en réalisant un dépôt de CEE directement sur la plateforme EMMY. Ainsi, la Ville peut valoriser les CEE non transformés en kWh cumac à un organisme de rachat reconnu « *Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* », en contrepartie d'un montant financier majoré par rapport au dispositif CEE classique.

Le dispositif « *Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* » est valable pour les opérations engagées jusqu'au 31/12/2025.

Sur l'année 2024, la Ville de Montpellier envisage les opérations de dépose de chaudière gaz et de raccordement à un réseau de chaleur urbain pour deux écoles :

Etablissement	Adresse	MWh cumac engendrés par l'opération
PAGNOL Marcel Ecole maternelle	305 Rue Georges Brassens 34070 Montpellier	11 000
VOLTAIRE Ecole élémentaire	157 Rue Henri Sellier 34040 Montpellier	11 000

Il est proposé d'autoriser la signature de plusieurs conventions émises par différents délégataires signataires de la charte « *Coup de Pouce chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires* » :

Convention	Délégataire émetteur de la convention
Contrat de partenariat en faveur de la promotion de l'efficacité énergétique	GREENYELLOW
Convention d'incitation à la réalisation d'économies d'énergies dans le cadre du dispositif « <i>Coup de pouce chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires</i> »	OFEE (LEYTON)
Contrat de partenariat pour la valorisation des certificats d'économies d'énergie	ECONOMIE D'ENERGIE (EDE)
Convention de partenariat pour promouvoir et valoriser les opérations de maîtrise de l'énergie	HELLIO

Chacune de ces conventions :

- Prévoit l'équivalence financière entre participation financière et CEE cédés ;
- Prévoit que la participation financière n'intervient pas avant la fin des travaux, mais est versée sur justificatif de réalisation des travaux et après transmission des éléments constitutifs du dossier de demande de délivrance CEE ;
- Ne prévoit aucune prestation de service du partenaire au bénéfice de l'acheteur.

Conformément au cas 3 de la fiche technique « *Certificats d'économie d'énergie et commande publique* » rédigée par le ministère de l'Economie, des finances et de la relance, ces conventions ne relèvent pas des règles de la commande publique car les conditions cumulatives ci-dessus sont respectées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes des conventions avec les organismes délégataires précités ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 8 avril 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 9 avril 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat EDE P5 - 6,3- CDPBRCT COMMUNE DE MONTPELLIER.pdf
- GREENYELLOW- Contrat partenariat B2B direct - Ville Montpellier.pdf
- LEYTON - CONVENTION CdP RRC MAIRIE DE MONTPELLIER .pdf
- HELLIO - Convention de partenariat\_Ville de Montpellier \_ Relue 04.03.2024.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20240326-262971-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 08/04/24  
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **PARTENARIAT POUR LA VALORISATION DES CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE**

*Bénéficiaire – Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires*

Entre les soussignées :

La société **ECONOMIE D'ENERGIE**, SAS au capital de 1 000 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 499 388 544, dont le siège social est 51 boulevard Bessières, 75017 Paris, représentée par sa présidente EDENEXT, elle-même dûment représentée par **Cédric Paquet, Directeur Général Adjoint**,

Ci-après dénommée « **EDE** »  
D'une part,

ET :

**La COMMUNE DE MONTPELLIER**, Collectivité territoriale commune, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de 213401722 RCS Montpellier, sous le numéro 213401722, dont le siège social est situé à 1 PLACE GEORGES FRECHE 34070 MONTPELLIER, représentée par M Michaël Delafosse agissant en qualité de Maire,

Ci-après dénommée « **le Bénéficiaire** »  
D'autre part,

EDE et le Bénéficiaire sont ci-après dénommés collectivement, les « **Parties** ».

### **EXPOSE PREALABLE**

EDE dispose d'une expertise et d'un savoir-faire en matière d'économies d'énergie, de gestion des dossiers clients permettant la délivrance de certificats d'économies d'énergie (ci-après « CEE ») et la recherche de projets de travaux éligibles au dispositif des CEE, dans le cadre des dispositions du Titre II du Livre II du Code de l'Energie. EDE en tant que délégataire d'obligation CEE peut collecter et valoriser des actions donnant droit à des certificats d'économies d'énergie.

Le Bénéficiaire est spécialisé dans l'administration publique générale.

Les Parties se sont donc rapprochées et ont décidé de conclure le présent Contrat afin de valoriser des CEE sur les travaux, éligibles au dispositif CEE, et que le Bénéficiaire envisage de réaliser.

## CONVENTION

### Article 1 – OBJET

Le présent Contrat a pour objet de définir les conditions selon lesquelles EDE et le Bénéficiaire collaborent dans le cadre de l'opération « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires » mise en place par le Ministère en charge de l'Energie au titre du dispositif des CEE, pour laquelle EDE est signataire de la Charte d'engagement « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires ». Le Bénéficiaire s'engage à prendre connaissance de la Charte d'engagement « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires » présentée en Annexe 1.

La signature, par les deux Parties, du présent Contrat intervient avant tout engagement du Bénéficiaire à réaliser les opérations d'économies d'énergie valorisables au titre de ce Contrat.

Les Parties conviennent de limiter le Contrat à un volume maximum de CEE à 25.00 GWh cumac. Le volume maximum pourra être modifié par avenant écrit et signé par les Parties.

### Article 2 – DEFINITIONS

#### 2.1 BENEFICIAIRE DES OPERATIONS

Les personnes morales envisageant de réaliser des travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique de leurs bâtiments résidentiels collectifs ou du secteur tertiaire, dans le cadre du présent contrat, sont dénommées ci-après « les Bénéficiaires ».

Le Bénéficiaire est le seul propriétaire final des équipements installés.

#### 2.2 OPERATIONS ELIGIBLES AU COUP DE POUCE CHAUFFAGE DES BATIMENTS RESIDENTIELS COLLECTIFS & TERTIAIRES

Le Bénéficiaire doit privilégier le remplacement des équipements de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire au charbon, au fioul, au gaz non performants par un raccordement à un réseau de chaleur alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou de récupération (dans son état actuel ou dans le cadre d'un projet décidé) ; à défaut et sous réserve d'avoir obtenu de la part du gestionnaire du réseau de chaleur la justification écrite de l'impossibilité technique ou économique du raccordement, le Bénéficiaire peut mettre en place des équipements de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire ne consommant ni charbon ni fioul parmi ceux listés ci-après.

Sont éligibles à l'offre « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires » au titre du présent Contrat les opérations suivantes réalisées conformément aux fiches standardisées BAR-TH-137, BAR-TH-150, BAR-TH-165, BAR-TH-166, BAT-TH-113, BAT-TH-140, BAT-TH-141, BAT-TH-157 et BAT-TH-127 en vigueur dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie, et respectant les dispositions supplémentaires suivantes :

- BAR-TH-137 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz , par le raccordement à un réseau de chaleur alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou de récupération ;

- BAR-TH-150 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz, par une pompe à chaleur à absorption de type air/eau ou eau/eau, dont le coefficient de performance (COP) est supérieur ou égal à 1,6 pour les pompes à chaleur dont la puissance thermique nominale est supérieure à 400 kW;
- BAR-TH-165 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz, par une chaudière collective biomasse ;
- BAR-TH-166 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz, par une pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau ;
- BAT-TH-113 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz, par une pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau, dont le coefficient de performance (COP) est supérieur ou égal à 3,5 pour les pompes à chaleur dont la puissance thermique nominale est supérieure à 400 kW;
- BAT-TH-140 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz, par une pompe à chaleur à absorption de type air/eau ou eau/eau, dont le coefficient de performance (COP) est supérieur ou égal à 1,6 pour les pompes à chaleur dont la puissance thermique nominale est supérieure à 400 kW;
- BAT-TH-141 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz, par une pompe à chaleur à moteur gaz de type air/eau, dont le coefficient de performance (COP) est supérieur ou égal à 1,6 pour les pompes à chaleur dont la puissance thermique nominale est supérieure à 400 kW;
- BAT-TH-157 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz, par une chaudière collective biomasse ;
- BAT-TH-127 : remplacement d'une chaudière collective au charbon, au fioul ou au gaz, par le raccordement à un réseau de chaleur alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou de récupération.

Le Bénéficiaire reconnaît avoir pris connaissance des critères d'éligibilités techniques des opérations éligibles.

La liste des opérations éligibles dans le cadre de ce Contrat pourra être modifiée en fonction des évolutions des modalités réglementaires relatives aux CEE. A ce titre, EDE ne pourra pas être tenu responsable de l'impossibilité de valider les dossiers du Bénéficiaire relatifs aux opérations impactées.

## **Article 3 – OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **3.1 OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

Le Bénéficiaire s'engage à prendre connaissance et à respecter la charte d'engagement « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires », présentée en Annexe 1.

Le Bénéficiaire envisage de réaliser sur ses bâtiments des Opérations éligibles, listées à l'article 2.2 du présent Contrat.

Le Bénéficiaire reconnaît le rôle actif et incitatif d'EDE dans le cadre de sa démarche d'amélioration de la performance énergétique de ses bâtiments et atteste de la signature du présent Contrat avant tout engagement à réaliser les opérations.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à EDE un état mensuel de l'activité en cours de réalisation, selon le modèle transmis par EDE. Cet état doit être transmis à EDE au plus tard le 3e jour ouvré du mois suivant et comporter l'ensemble des données actualisées relatives aux mois précédents.

EDE se réserve le droit de refuser :

- tout dossier qu'il recevrait après la fin du Contrat ;
- tout dossier que le Bénéficiaire n'aurait pas complété avant la fin du Contrat ;
- tout autre dossier une fois le volume maximum prévu à l'article 1 du Contrat atteint.

### **Obligations relatives à l'éligibilité du projet et des travaux**

Les opérations qui seront réalisées doivent impérativement correspondre à des opérations standardisées listées à l'article 2.2 en vigueur à la date d'engagement selon la réglementation relative aux certificats d'économies d'énergie.

Pour chaque opération d'économies d'énergie réalisée dans le cadre de l'offre « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires » valorisée au titre du présent Contrat, le Bénéficiaire s'engage :

- A valoriser exclusivement avec EDE au titre du dispositif des CEE les opérations pour lesquelles il aura envoyé un dossier de demande à EDE ou pour lesquelles un acompte aura déjà été versé par EDE au titre d'une prime CEE. A ce titre, le Bénéficiaire s'interdit également d'autoriser un tiers à valoriser les opérations réalisées dans le cadre du présent Contrat.
- A compléter et signer à la fin des travaux l'Attestation sur l'Honneur (ci-après « AH ») relative à l'opération réalisée, dont le modèle est fourni par EDE.

### **Montage du dossier CEE à transmettre à EDE**

Le Bénéficiaire s'engage à fournir à EDE, dans un délai de 2 mois à compter de la date de facture de chaque opération, les pièces suivantes, nécessaires à la validation de son dossier par les services d'EDE ainsi que l'administration compétente (Pôle National des Certificats d'Economies d'Energie), ci-après dénommée « **le PNCEE** » :

- Pour les opérations nécessitant une note ou une étude de dimensionnement : ce document est transmis à EDE dès sa finalisation afin de permettre à EDE de confirmer l'éligibilité du projet et de formuler le cas échéant des demandes de corrections. La validation de ce document avant la réalisation des travaux est obligatoire pour assurer l'éligibilité de l'opération ;
- la copie de l'acte d'engagement (devis accepté, commande) daté et signé manuscritement par le Bénéficiaire, et indiquant les nom, prénom et fonction du signataire ;
- la copie de la preuve de réalisation des travaux (facture définitive, Décompte Général Définitif, Décision de réception des travaux accompagnée obligatoirement de l'ordre de service) ;
- l'original de l'AH fournie par EDE dûment complétée et signée ;
- pour les travaux réalisés à une adresse ne disposant pas d'un numéro et d'un nom de rue (lieux dits par exemple), le numéro de la parcelle cadastrale identifiée via le site [www.cadastre.gouv.fr](http://www.cadastre.gouv.fr) ;

- pour les travaux ne mettant pas en œuvre un raccordement à un réseau de chaleur, l'attestation sur l'honneur justifiant de l'un des cas suivants :
  - o impossibilité technique ou économique du raccordement à un réseau de chaleur : attestation fournie par le gestionnaire de réseau
  - o réseau de chaleur non alimenté majoritairement pas des énergies renouvelables ou de récupération et non prévu de le devenir dans le cadre d'un projet : attestation fournie par le gestionnaire de réseau
  - o si absence de réseau de chaleur dans la commune où se situe le bâtiment ou dans l'une des communes limitrophes : pas d'attestation à fournir ;
- tout autre document spécifique à l'opération exigé par EDE ou le PNCEE, pour le contrôle des opérations ou la délivrance des CEE.

### **Autres obligations**

En outre, le Bénéficiaire s'engage :

- à transmettre à EDE, dans les plus brefs délais, tout document complémentaire demandé par le PNCEE pour la délivrance des CEE ou le contrôle des opérations réalisées ;
- à ne solliciter aucune aide à l'investissement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie pour les opérations réalisées dans le cadre du présent Contrat. En outre, il s'engage à ce que les économies d'énergie engendrées ne viennent pas réduire les émissions de gaz à effet de serre d'une installation classée visée à l'article L. 229-5 du code de l'environnement dont il est l'exploitant ;

### **Engagements du Bénéficiaire relatifs à la politique de contrôle sur site et par contact :**

Pour chaque opération de travaux réalisée par le Bénéficiaire, EDE peut :

- Réaliser ou mandater un tiers de son choix pour réaliser une inspection sur site de l'opération.
- Réaliser ou mandater un tiers de son choix pour réaliser un contrôle par téléphone, mail ou courrier.

Le Bénéficiaire s'engage à accepter et se rendre disponible pour la réalisation de ces contrôles, et à veiller à ne communiquer que des informations exactes à la personne chargée de l'inspection. Dans le cas du refus du contrôle par le Bénéficiaire, ou d'une déclaration erronée de la part du Bénéficiaire conduisant à l'impossibilité pour EDE d'effectuer une demande de CEE pour les travaux considérés, EDE ne sera plus tenu de verser la prime envisagée au Bénéficiaire et tout montant déjà perçu par le Bénéficiaire devra être remboursé.

## **3.2 OBLIGATIONS D'EDE**

EDE s'engage à faire parvenir au Bénéficiaire l'ensemble des modèles de documents permettant de réaliser ses obligations et de valoriser les opérations au titre du dispositif des CEE.

EDE s'engage à accompagner le Bénéficiaire dans la réalisation d'opérations d'économies d'énergie en lui versant, selon les modalités détaillées à l'Article 5, une prime correspondant aux opérations que celui-ci aura réalisées dans le cadre de ce Contrat.





## Article 4 – CONTROLE ET VALIDATION DES OPERATIONS

EDE procèdera ou fera procéder au contrôle des opérations réalisées selon les termes du présent Contrat et la réglementation relative au dispositif des CEE en vigueur, le Bénéficiaire acceptant expressément les contraintes liées à ces contrôles. Dans le cadre de ces contrôles, EDE se réserve le droit de solliciter le Bénéficiaire si des éléments complémentaires sont nécessaires pour la validation du dossier. EDE se réserve également le droit de contacter le Bénéficiaire pour vérifier la qualité des travaux et de réaliser ou de mandater un tiers de son choix pour réaliser une inspection sur site, conformément à l'article 3 du présent Contrat.

Le Bénéficiaire garantit à EDE l'exécution conforme de ses engagements au titre du Contrat, notamment :

- Qu'il fait réaliser les travaux dans le respect des règles de l'art, et qu'il n'a connaissance d'aucune non-conformité ou malfaçon lorsqu'il transmet les documents à EDE pour lui permettre de valoriser les CEE ;
- Que toutes les informations transmises à EDE, et notamment celles figurant sur l'AH, sont conformes à la réalité des travaux effectués et du site des travaux.

En cas de non-respect de ses engagements, le Bénéficiaire assumera seul l'entière responsabilité de tout refus de validation des CEE correspondant aux travaux réalisés ou de contestation ultérieure de la validité des CEE par l'autorité compétente. Le Bénéficiaire garantit EDE de tout préjudice et sera seul à assumer les conséquences qui découleraient d'une telle situation.

## Article 5 – PRIME

### 5.1 MONTANT DE LA PRIME

Pour chacune des opérations du dispositif « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires » valorisées au titre du présent Contrat, le montant de la prime en fonction des paramètres relatifs à l'opération est défini à l'Annexe 2.

Le montant en kWh cumac est calculé à partir des éléments fournis par le Bénéficiaire, selon les arrêtés en vigueur définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif des CEE disponibles sur le site du Ministère en charge de l'énergie ([www.ecologie.gouv.fr/politiques/certificats-economies-denergie](http://www.ecologie.gouv.fr/politiques/certificats-economies-denergie)).

Ce montant pourra être actualisé en fonction des paramètres (disponibles en Montants de primes par types d'opérations) relatifs aux travaux effectivement réalisés, validés par le PNCEE et enregistrés sur le compte du registre national des CEE du Demandeur.

Il est précisé que le montant de la prime d'EDE au Bénéficiaire est basé sur un forfait de 6.30 € par MWh cumac CEE classique net de taxes.

Le volume total de certificats d'économies d'énergie en MWh cumac délivrés pour les travaux relevant des opérations visées au 2.2 et ne mettant pas en œuvre un raccordement à un réseau de chaleur, est multiplié par le coefficient suivant :

- **1,3** pour les actions relevant de la fiche d'opération standardisée BAR-TH-150 "Pompe à chaleur à absorption de type air/eau ou eau/eau" validées par EDE lorsque la pompe à chaleur installée vient en remplacement d'une chaudière au gaz. Ce

coefficient est porté à **2** lorsque la pompe à chaleur installée vient en remplacement d'une chaudière au charbon ou au fioul. Le coefficient de performance (COP) des pompes à chaleur relevant de ces fiches dont la puissance thermique nominale est supérieure à 400 kW, est supérieur ou égal à 1,6 ;

- **3** pour les actions relevant de la fiche d'opération standardisée BAR-TH-165 "Chaudière collective biomasse" validées par EDE lorsque la chaudière biomasse installée vient en remplacement d'une chaudière au gaz. Ce coefficient est porté à **4** lorsque la chaudière biomasse installée vient en remplacement d'une chaudière au charbon ou au fioul ;
- **3** pour les actions relevant de la fiche d'opération standardisée BAR-TH-166 "Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau" validées par EDE lorsque la pompe à chaleur installée vient en remplacement d'une chaudière au gaz. Ce coefficient est porté à **4** lorsque la pompe à chaleur installée vient en remplacement d'une chaudière au charbon ou au fioul.
- **3** pour les actions relevant de la fiche d'opération standardisée BAT-TH-113 "Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau" validées par EDE lorsque la pompe à chaleur installée vient en remplacement d'une chaudière au gaz. Ce coefficient est porté à **4** lorsque la pompe à chaleur installée vient en remplacement d'une chaudière au charbon ou au fioul. Le coefficient de performance (COP) des pompes à chaleur, dont la puissance thermique nominale est supérieure à 400 kW, est supérieur ou égal à 3,5 ;
- **1,3** pour les actions relevant de la fiche d'opération standardisée BAT-TH-140 "Pompe à chaleur à absorption de type air/eau ou eau/eau" validées par EDE ou de la fiche d'opération standardisée BAT-TH-141 "Pompe à chaleur à moteur gaz de type air/eau" validées par EDE lorsque la pompe à chaleur installée vient en remplacement d'une chaudière au gaz. Ce coefficient est porté à **2** lorsque la pompe à chaleur installée vient en remplacement d'une chaudière au charbon ou au fioul. Le coefficient de performance (COP) des pompes à chaleur relevant de ces fiches dont la puissance thermique nominale est supérieure à 400 kW, est supérieur ou égal à 1,6 ;
- **3** pour les actions relevant de la fiche d'opération standardisée BAT-TH-157 "Chaudière collective biomasse" validées par EDE lorsque la chaudière biomasse installée vient en remplacement d'une chaudière au gaz. Ce coefficient est porté à **4** lorsque la chaudière biomasse installée vient en remplacement d'une chaudière au charbon ou au fioul ;
- **3** pour les actions relevant de la fiche d'opération standardisée BAT-TH-127 "Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur" validées par EDE, dès lors que le réseau de chaleur est alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou de récupération et lorsque ce raccordement vient en remplacement d'une chaudière au gaz. Ce coefficient est porté à **4** lorsque ce raccordement vient en remplacement d'une chaudière au charbon ou au fioul, et que le réseau de chaleur est alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou de récupération.

Ces coefficients de bonification ne sont pas pris en compte dans les montants présentés en [Annexe 2](#).

Le volume total de certificats d'économies d'énergie en kWh cumac délivrés pour les travaux relevant des opérations visées au 2.2 et mettant en œuvre un raccordement à un réseau de chaleur alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou de récupération, est calculé comme suit :

- pour les actions relevant de la fiche d'opération standardisée BAR-TH-137 "Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur" validées par EDE,

dès lors que le réseau de chaleur est alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou de récupération et lorsque ce raccordement vient en remplacement d'une chaudière au gaz, charbon ou fioul, :

- Dans le cas d'un bâtiment d'au plus 125 logements : 12 000 000 kWh cumac
- Dans le cas d'un bâtiment de plus de 125 logements :  $77\,000 \times N + 2\,300\,000$  kWh cumac, où N est le nombre de logements du bâtiment raccordé au réseau de chaleur
- pour les actions relevant de la fiche d'opération standardisée BAT-TH-127 "Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur" validées par EDE, dès lors que le réseau de chaleur est alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou de récupération et lorsque ce raccordement vient en remplacement d'une chaudière au gaz, charbon ou fioul, :
  - Dans le cas d'un bâtiment ayant une surface chauffée d'au plus 7 500m<sup>2</sup> : 11 000 000 kWh cumac
  - Dans le cas d'un bâtiment ayant une surface chauffée de plus de 7 500m<sup>2</sup> :  $1\,070 \times S + 3\,000\,000$  kWh cumac, où S est la surface chauffée du bâtiment tertiaire raccordé au réseau de chaleur

Cette offre financière n'est pas cumulable avec les autres incitations mises en place dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie et du dispositif « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires ».

## 5.2 MODALITES DE VERSEMENT

Il est précisé que le versement de la contribution financière au Bénéficiaire est conditionné au dépôt du dossier correspondant par EDE auprès du PNCEE.

Le déroulement de la facturation est le suivant :

- Un relevé du montant à payer est transmis par EDE au Bénéficiaire, correspondant au montant de prime dû pour les opérations déposées par EDE auprès du PNCEE, au cours de la période écoulée depuis l'appel à paiement précédent.
- Le Bénéficiaire émet un appel à paiement sur la base du relevé d'EDE. Cet appel à paiement est édité net de TVA.
- Le versement est réalisé par virement sous 30 jours après réception par EDE de l'appel à paiement du Bénéficiaire, sous forme de virement.

Cette rémunération ne sera pas due pour tout dossier CEE qui aurait déjà été rémunéré par ailleurs. EDE se réserve le droit de le vérifier avant versement de la rémunération au Bénéficiaire.

## Article 6 – DUREE, RESILIATION, PROLONGATION

Le Contrat est conclu pour une durée déterminée débutant à compter de la date de signature du présent Contrat. Il est valable pour tout devis signé jusqu'au 31/10/2024 inclus, sous réserve que les dossiers correspondants soient reçus complets par EDE au plus tard le 27/02/2025 inclus.

Il pourra être prolongé après cette date par signature d'un avenant entre les Parties.

En cas de cessation du Contrat (arrivée à terme, résiliation, etc.), les dossiers en cours de traitement par EDE et non terminés seront poursuivis et traités jusqu'à leur terme et donneront lieu à rémunération dans les conditions du présent Contrat. Par exception à

cette disposition, EDE pourra refuser le traitement des dossiers reçus avant la résiliation et leur paiement dans le cas d'une résiliation consécutive à l'identification d'un dysfonctionnement du Bénéficiaire compromettant la conformité des dossiers transmis au regard de la réglementation CEE.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties de l'une de ses obligations, l'autre Partie sera en droit de résilier de plein droit, sans préavis et sans formalité judiciaire, le Contrat par lettre recommandée avec accusé de réception, trente jours après une mise en demeure adressée à la Partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient lui être réclamés.

Sont notamment considérés comme motif de résiliation légitime du Contrat la mise en place d'actions correctives jugées insuffisantes faisant suite à l'identification de chantiers non conformes dans le cadre d'un contrôle sur site.

#### **Article 7 – CONFIDENTIALITE**

Tant pendant le cours du présent Contrat qu'après son expiration pour quelque cause que ce soit, et pendant une durée de deux (2) ans, les Parties garderont strictement confidentiels les termes, les conditions du présent Contrat ainsi que les renseignements qu'elles auraient été amenées à connaître sur l'une et l'autre d'entre elles.

Le présent engagement de confidentialité ne s'applique pas aux informations 1) qui appartiennent au domaine public ou tombent dans le domaine public sans que cela soit le fait de l'une ou l'autre des Parties, 2) décrites dans des publications antérieures à la date du présent Contrat et/ou 3) décrites dans tout autre document écrit en possession de l'une des Parties et portant une date antérieure au présent Contrat et pour autant que ces informations ne lui aient pas été transmises dans le cadre de la négociation et de la finalisation des présentes.

Par ailleurs, le présent engagement ne s'applique pas aux informations devant être transmises à toute autorité judiciaire et administrative consécutivement à une injonction de communiquer et aux informations devant être transmises à l'Administration compétente dans le cadre des dossiers de demandes d'obtention et de valorisation de CEE.

#### **Article 8 – RESPONSABILITE**

Les Parties seront responsables de leurs actions respectives au titre ou en raison de l'exécution du présent Contrat.

Les Parties s'engageant à faire leurs meilleurs efforts ainsi qu'à mettre l'ensemble des moyens et outils dont elles disposent dans le cadre de l'exécution des présentes ne seront tenues qu'à une obligation de moyens. Elles ne pourront pas voir leur responsabilité engagée dans le cas où les CEE ne seraient pas délivrés, l'attribution des CEE relevant uniquement de l'appréciation souveraine de l'Administration compétente, à l'exception des cas prévus à l'article 4 du Contrat.

Par ailleurs, la responsabilité d'EDE ne pourra en aucun cas être recherchée et/ou engagée du fait qu'une ou plusieurs informations qui auraient été communiquées par le Bénéficiaire

à EDE se révéleraient ou seraient jugées par l'Administration compétente, constitutives de « doublon », inexactes ou frauduleuses. Dans ce cas, EDE se réserve le droit de réclamer au Bénéficiaire la totalité des pénalités financières qui lui seraient infligées au titre des manquements qui auraient été constatés et pour lesquels EDE ne serait aucunement responsable.

La responsabilité d'EDE est strictement limitée, en cas d'exécution défectueuse du présent Contrat, à la correction des prestations correspondantes et, en tout état de cause, au montant de la contribution financière versée au Bénéficiaire au titre de l'opération ayant donné lieu à une exécution défectueuse.

EDE ne saurait être tenue responsable de tout préjudice indirect, commercial, immatériel, subi par le Bénéficiaire, ses collaborateurs ou des tiers, causé directement ou indirectement par les prestations fournies et mise en œuvre des conseils et des préconisations au titre du présent Contrat.

#### **Article 9 – CLAUSE DE DIFFEREND ET D'ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

Tous les litiges auxquels le présent Contrat pourrait donner lieu, notamment en ce qui concerne sa validité, son interprétation, son exécution, son évolution, seront soumis à l'appréciation et l'interprétation des responsables signataires, avant toute saisine du Tribunal compétent de Paris.

## Article 10 – UTILISATION DES MARQUES ET LOGOS

Les marques et logos régulièrement déposés auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI), sont la propriété exclusive de chacune des Parties, qui sont donc les seules détentrices du droit de les céder ou de les exploiter. Le présent Contrat ne concède aucun droit de propriété intellectuelle au profit des Parties.

## Article 11 ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

**Jour Ouvrés** : Du lundi au vendredi inclus, sauf jours fériés.

**Données à caractère personnel** : désigne toute donnée relative à une personne physique identifiée ou identifiable directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification ou un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité.

**Transfert de données** : désigne la transmission, la divulgation, la diffusion, la communication, la fourniture ou tout autre forme d'accès ou mise à disposition des données à caractère personnel par une partie (exportateur des données) à l'autre partie (importateur des données) y compris l'accès direct ou à distance aux données personnelles, le stockage et l'utilisation d'une infrastructure locale dans le cloud.

**Le Prestataire** désigne : EDE

### Préambule

Le Responsable de traitement et le Prestataire s'engagent à accepter ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28 du RGPD.

Les présentes clauses s'appliquent au traitement des données à caractère personnel tel que décrit à l'annexe 3 relative aux Conditions de traitement des Données à caractère personnel. Cette annexe fait partie intégrante des clauses.

### Article 11.1 Traitements de Données à caractère personnel par le Prestataire

La prestation impliquant un traitement de Données à caractère personnel, il est convenu que la société ci-après dénommée « Le Responsable du traitement » a la qualité de responsable de traitement au sens de la réglementation sur la protection des Données à caractère personnel et le Prestataire celle de sous-traitant intervenant dans le cadre de la mise en œuvre du traitement pour le compte du Responsable de traitement.

Le Prestataire garantit qu'il dispose de compétences techniques et organisationnelles nécessaires afin de réaliser les prestations qui lui sont confiées par le Responsable de traitement dans le respect des obligations fixées dans le présent article et uniquement pour le périmètre et dans les conditions fixées en annexe 3 - *Conditions de traitement des Données à caractère personnel*.

### Article 11.2 Description du ou des traitements



Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du Responsable du traitement, sont précisés à l'annexe 3 - Conditions de traitement des Données à caractère personnel.

### **Article 11.3 Instructions**

Le Prestataire ne peut procéder à un traitement de Données à caractère personnel que dans le strict respect du Contrat. Les Données à caractère personnel ne pourront, à ce titre, faire l'objet d'aucune opération, autre que celles prévues au présent Contrat.

En conséquence, le Prestataire s'engage à :

- Ne procéder à des traitements de données à caractère personnel que sur instruction écrite du Responsable de traitement et s'abstenir de toute utilisation ou traitement des données non conformes aux instructions écrites du Responsable de traitement ou étrangers à l'exécution du présent Contrat et en particulier à ne faire aucun usage, y compris commercial, pour son propre compte ou pour le compte de tiers, des Données à caractère personnel transmises ou collectées auprès du Responsable de traitement ou à l'occasion de l'exécution du Contrat ;
- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instruction documentée du Responsable du traitement, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu d'une législation nationale ou européenne auquel il est soumis. Dans ce cas, le Prestataire informe le Responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si la loi le lui interdit pour des motifs importants d'intérêt public. Des instructions peuvent également être données ultérieurement par le Responsable du traitement pendant toute la durée du traitement des données à caractère personnel. Ces instructions doivent toujours être documentées.
- Informer immédiatement le Responsable de traitement si, selon lui, une instruction constitue une violation du RGPD ou des dispositions nationales et/ou européennes en matière de protection des données ;
- Ne conserver les Données à caractère personnel traitées, sous une forme permettant l'identification des personnes, que le temps nécessaire à l'exécution des Prestations ;

### **Article 11.4 Assistance au Responsable de traitement**

a) Le Prestataire informe sans délai le Responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le Responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

b) Le Prestataire prête assistance au Responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement.

Dans l'exécution de ses obligations conformément aux points a) et b), le Prestataire se conforme aux instructions du Responsable du traitement.

c) Outre l'obligation incombant au Prestataire d'assister le Responsable du traitement énoncé au point b) de la présente clause, le Prestataire aide en outre le Responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le Prestataire :

1) l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter



un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques dans les conditions définies aux articles 35 et 36 du RGPD ;

2) l'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le Responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;

3) l'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le Responsable du traitement si le Prestataire apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes ;

4) les obligations prévues à l'article 32, 33, 36 à 38 du RGPD ;

d) Les parties définissent à l'annexe -*Conditions de traitement des Données à caractère personnel* les mesures techniques et organisationnelles appropriées par lesquelles le Prestataire est tenu de prêter assistance au responsable du traitement dans l'application de la présente clause, ainsi que la portée et l'étendue de l'assistance requise.

### **Article 11.5 Limitation de la finalité**

Le Prestataire traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'annexe 3 -Conditions de traitement des Données à caractère personnel sauf instruction complémentaire du Responsable du traitement.

### **Article 11.6 Durée du traitement**

Le traitement par le Prestataire n'a lieu que pendant la durée précisée à l'annexe 3 - Conditions de traitement des Données à caractère personnel

### **Article 11.7 Recours à des sous-traitants ultérieurs**

Le Prestataire dispose de l'autorisation générale du Responsable de traitement pour ce qui est du recrutement de sous-traitants ultérieurs sur la base d'une liste convenue. Le sous-traitant informe spécifiquement par écrit le Responsable de traitement de tout projet de modification de cette liste par l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs au moins 30 jours à l'avance, donnant ainsi au Responsable de traitement suffisamment de temps pour pouvoir s'opposer à ces changements avant le recrutement du ou des sous-traitants ultérieurs concernés.

Le Prestataire fournit au responsable du traitement les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition.

- a) Lorsque le Prestataire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du Responsable de traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses.
- b) Le Prestataire veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et de la réglementation applicable en matière de protection des données.
- c) À la demande du Responsable du traitement, le Prestataire lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à

caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

- d) Le Prestataire demeure pleinement responsable, à l'égard du Responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le Responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.
- e) Le Prestataire convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le Responsable de traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner des instructions au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

#### **Article 11.8 Documentation et conformité**

Les parties doivent pouvoir démontrer la conformité avec les présentes clauses.

Le Prestataire traite de manière rapide et adéquate les demandes du Responsable du traitement concernant le traitement des données conformément aux présentes clauses.

Le Prestataire met à la disposition du Responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du RGPD. À la demande du Responsable du traitement, le Prestataire permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le Responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant. Le Responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du Prestataire et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

Le Prestataire fera son affaire de la bonne tenue du registre des traitements de Données à caractère personnel en veillant à inscrire dans son registre le traitement qu'il met en œuvre pour le compte du Responsable de traitement.

Les parties mettent à la disposition de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes, dès que celles-ci en font la demande, les informations énoncées dans la présente clause, y compris les résultats de tout audit.

#### **Article 11.9 Sécurité du traitement et confidentialité des Données à caractère personnel**

Le Prestataire met au moins en œuvre les mesures techniques et organisationnelles précisées à l'annexe 3 - *Conditions de traitement des Données à caractère personnel* pour assurer la sécurité des données à caractère personnel. Figure parmi ces mesures la protection des données contre toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou l'accès non autorisé à de telles données (violation de données à caractère personnel). Lors de l'évaluation du niveau de sécurité approprié, les parties tiennent dûment compte de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les personnes concernées.

Le Prestataire prendra toute mesure nécessaire pour préserver l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des Données à caractère personnel.

Le Prestataire s'engage en particulier à :

- Conserver et traiter les Données à caractère personnel de manière séparée de ses propres données ou des données d'autres clients ou fournisseurs ;
- Protéger les Données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte accidentelle, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé ;
- N'accorder aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le Prestataire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
- Conserver les traces des accès aux Données à caractère personnel et maintenir une piste d'audit des traitements de Données à caractère personnel.

Le Prestataire s'engage à mettre à disposition du Responsable de traitement le descriptif détaillé du dispositif technique et organisationnel mis en œuvre en application du présent article.

#### **Article 11.10 Données sensibles**

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le Prestataire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

#### **Article 11.11 Notification de violation de données à caractère personnel**

En cas de violation de données à caractère personnel, le Prestataire coopère avec le Responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du RGPD ou des articles 34 et 35 du RGPD, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le Prestataire.

Le Prestataire assistera La Poste, sans que cela puisse donner lieu à une facturation supplémentaire, afin de répondre aux éventuelles demandes des autorités concernant l'incident.

##### **Article 11.11.1. Violation de données en rapport avec des données traitées par le Responsable du traitement**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le Responsable du traitement, le Prestataire prête assistance au Responsable du traitement :

a) aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais

après que le Responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;

b) aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément aux articles 33, paragraphe 3 et 34, paragraphe 3, du RGPD, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :

1) la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

2) les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

3) les mesures prises ou les mesures que le Responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

c) aux fins de la satisfaction, conformément aux articles 34 et 35 du RGPD, l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

#### **Article 11.11.2. Violation de données en rapport avec des données traitées par le Prestataire**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le Prestataire, celui-ci en informe le Responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

a) une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;

b) les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;

c) ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

#### **Article 11.12 Communication à des tiers**

Les Données à caractère personnel traitées en exécution du Contrat ne pourront faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers en dehors des cas prévus dans le Contrat ou de ceux prévus par une disposition légale et/ou réglementaire.

Le Prestataire mettra en place des procédures assurant que les tiers qu'il autorise à accéder aux Données à caractère personnel, y compris ses éventuels sous-traitants (sous réserve de leur acceptation expresse et préalable par La Poste), respectent et préservent la confidentialité et la sécurité des Données à caractère personnel.

A cet effet, le Prestataire s'engage à mettre à la charge de son (ou ses) prestataire(s) sous-traitant(s) les mêmes obligations que celles fixées aux présentes pour que soient respectées la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des Données à caractère personnel,

et pour que lesdites Données à caractère personnel ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies au présent Contrat et se porte-fort du respect par ledit ou lesdits prestataires sous-traitants de leurs obligations.

Le Prestataire devra informer La Poste de toute demande d'accès ou de communication émanant d'un tiers se prévalant d'une autorisation découlant de l'application de dispositions légales ou réglementaires. Avant tout accès ou communication, le Prestataire devra avoir procédé aux vérifications nécessaires quant au bienfondé de la demande de communication, notamment auprès du Responsable de traitement.

#### **Article 11.13 Transferts de Données à caractère personnel en dehors de l'Union européenne**

Tout transfert de données vers un pays tiers situé en dehors de l'Union Européenne par le Prestataire n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du Responsable du traitement.

Le Prestataire qui réalise tout ou partie du traitement de Données à caractère personnel, y compris l'hébergement, la sauvegarde et/ou la consultation, en dehors du territoire d'un pays membre de l'Union européenne (UE), de l'Espace Economique Européen (EEE) ou en dehors d'un pays reconnu comme adéquat par l'Union Européenne, s'engage à :

- procéder à la réalisation de l'évaluation d'impact de la législation et des pratiques locales du pays importateur en s'appuyant sur des sources d'information pertinentes, publiquement accessibles, vérifiables, fiables et objectives, en rapport avec les spécificités du transfert.

Il est expressément convenu entre les parties que le Prestataire pourra également s'appuyer sur des sources d'information supplémentaires telles que ses expériences pratiques mais également celles des autres acteurs opérant sur le même secteur d'activité ou ayant effectué des transferts similaires.

Le Prestataire documente l'évaluation d'impact de la législation et/ou des pratiques locales du pays importateur. A cette fin, le Prestataire s'engage à informer le Responsable de traitement de toute évolution de la législation et/ou les pratiques locales ayant une incidence sur le niveau de protection des données reçues dans le pays tiers.

#### **Article 11.14 Conservation des Données à caractère personnel**

Au terme du Contrat, le Prestataire s'engage à restituer ou à détruire, selon les instructions et dans les délais indiqués par La Poste, l'ensemble des Données à caractère personnel traitées pour le compte du Responsable de traitement de manière automatisée ou manuelle. Le Prestataire devra, également, restituer toutes les Données à caractère personnel, dossiers ou fichiers manuels détenus. Dans le cas d'une destruction des Données à caractère personnel, celle-ci sera attestée par la rédaction d'un procès-verbal de destruction.

Le Responsable de traitement se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ces obligations.

#### **Article 11.15 Audit**

Le Responsable de traitement, s'il le souhaite, pourra réaliser un audit, tant au cours de l'exécution du Contrat qu'à son issue, directement ou par l'intermédiaire de tout auditeur externe indépendant, non concurrent direct du Prestataire, des activités de traitement couvertes par les présentes clauses afin de s'assurer du respect des obligations du Prestataire, mais également afin de répondre à toute demande d'une autorité judiciaire ou administrative.

Le Responsable de traitement communiquera au Prestataire préalablement, et au moins dans les dix (10) jours ouvrés précédents toute demande d'opération d'audit, la date de l'audit ainsi que le nom et les références des personnes en charge de l'audit. L'audit peut également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant. Le Prestataire ne pourra refuser sans motif légitime les personnes désignées pour réaliser l'audit. En cas de refus, les Parties se rencontreront afin de s'accorder sur la désignation de l'auditeur. Tout différend sera porté devant les juridictions compétentes.

Le Prestataire collaborera de bonne foi avec l'auditeur et lui communiquera toutes informations, documents ou explications nécessaires à la réalisation de l'audit et lui permettra d'accéder à tous sites, installations informatiques, outils et moyens du Prestataire utilisés pour rendre les prestations.

Au cas où l'audit ferait apparaître des manquements aux obligations du Prestataire ce dernier s'engage expressément à mettre en œuvre à ses frais toutes les mesures correctives nécessaires dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification des manquements au Prestataire et à en justifier par écrit auprès de La Poste.

Le présent article survivra à la résiliation ou à l'expiration du Contrat pour quelque cause que ce soit.

## **Article 11.16 Interprétation et hiérarchie des clauses**

### **Article 11.16.1 Interprétation**

Lorsque des termes définis respectivement dans le RGPD figurent dans les clauses, ils s'entendent comme dans le règlement en question.

Les présentes clauses doivent être lues et interprétées à la lumière des dispositions du RGPD.

Les présentes clauses ne doivent pas être interprétées d'une manière contraire aux droits et obligations prévus par le RGPD ou d'une manière qui porte atteinte aux libertés ou droits fondamentaux des personnes concernées.

### **Article 11.16.2 Hiérarchie**

En cas de contradiction entre les présentes clauses et les dispositions des accords connexes qui existent entre les parties au moment où les présentes clauses sont convenues ou qui sont conclus ultérieurement, les présentes clauses prévaudront.

## **Article 11.17 Non-respect des clauses et résiliation**

En cas de manquement du Prestataire aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le Responsable du traitement peut donner instruction au Prestataire de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses. Le Prestataire informe rapidement le Responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Ainsi, le Responsable du traitement pourra résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque :

- le traitement de données à caractère personnel par le Prestataire a été suspendu par le Responsable du traitement et que le respect des présentes clauses n'est pas rétabli par le Prestataire dans un délai raisonnable et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la suspension

- le Prestataire est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du RGPD.



De même, le Prestataire sera en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque, après avoir informé le Responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences, le Responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

À la suite de la résiliation du contrat, le Prestataire supprime, selon le choix du Responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du Responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au Responsable du traitement et détruit les copies existantes. Le Prestataire continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

Fait à Paris, le

Pour ECONOMIE D'ENERGIE

Nom du signataire :  
Prénom du signataire :  
Fonction du signataire :

Signature :

Cachet :

Pour le Bénéficiaire

Nom du signataire : Delafosse  
Prénom du signataire : Michaël  
Fonction du signataire : Maire

Signature :

Cachet :

Liste des annexes :

Annexe 1 : Charte d'engagement « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires »

Annexe 2 : Montants de primes par types d'opérations

Annexe 3 : Protection des données personnelles

**ANNEXE 1 : CHARTE D'ENGAGEMENT « COUP DE POUCE CHAUFFAGE DES BATIMENTS  
RESIDENTIELS COLLECTIFS & TERTIAIRES »**



**CHARTRE D'ENGAGEMENT**  
**"Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels  
collectifs et tertiaires"**

Engagement pris par : .....<sup>1</sup> N° SIREN : .....  
 Pour les délégataires d'obligations CEE :  
 Date de la notification du statut de délégataire par le PNCEE : ...../...../.....  
 Adresse du siège social : .....  
 Date de prise d'effet de la charte (postérieure à la date de signature) : .....  
 S'agit-il d'un avenant à la charte **"Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels  
collectifs et tertiaires"** : ☐ Oui ☐ Non  
 Si oui, objet de l'avenant : .....

**Je participe** à l'opération **"Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels  
collectifs et tertiaires"**, dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie  
 (CEE). Cette opération a pour objectif d'inciter financièrement les propriétaires ou  
 gestionnaires de bâtiments résidentiels collectifs ou de bâtiments du secteur tertiaire à  
 remplacer leurs équipements de chauffage au charbon, au fioul ou au gaz au profit lorsqu'il  
 est possible, d'un raccordement à un réseau de chaleur alimenté majoritairement par des  
 énergies renouvelables ou de récupération (dans son état actuel ou dans le cadre d'un projet  
 décidé), ou à défaut et sous réserve d'avoir obtenu de la part du gestionnaire du réseau de  
 chaleur la justification de l'impossibilité technique ou économique du raccordement, par  
 d'autres moyens de chauffage performants.

<sup>1</sup> Nom de l'obligé ou de l'éligible au dispositif CEE



**Je m'engage** à promouvoir, auprès de chaque bénéficiaire, la réalisation d'autres actions de rénovation, afin de les inscrire dans un parcours de rénovation complet. Je m'engage notamment à diffuser des informations sur les travaux complémentaires envisageables, les dispositifs d'aide existants ainsi que sur le réseau **FRANCE RENOV'**.

## **OFFRES**

**Je m'engage à mettre en place une offre** à destination, selon les cas, des ménages et de leurs bailleurs, ou d'un syndicat de copropriété, ou d'un propriétaire ou gestionnaire de bâtiment tertiaire, pour des opérations relatives aux fiches d'opérations standardisées suivantes (cocher les opérations concernées) :

- ☐ BAT-TH-113 « Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau » ;
- ☐ BAT-TH-127 « Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur » ;
- ☐ BAT-TH-140 « Pompe à chaleur à absorption de type air/eau ou eau/eau » ;
- ☐ BAT-TH-141 « Pompe à chaleur à moteur gaz de type air/eau » ;
- ☐ BAT-TH-157 « Chaudière collective biomasse » ;
- ☐ BAR-TH-137 « Raccordement d'un bâtiment résidentiel à un réseau de chaleur » ;
- ☐ BAR-TH-150 « Pompe à chaleur collective à absorption de type air/eau ou eau/eau » ;
- ☐ BAR-TH-165 « Chaudière biomasse collective » ;
- ☐ BAR-TH-166 « Pompe à chaleur collective de type air/eau ou eau/eau ».

**Je m'engage** à ce que la dépose de l'équipement existant soit mentionnée sur la preuve de réalisation de l'opération en indiquant l'énergie de chauffage (charbon, fioul ou gaz) et le type d'équipement déposé.

La preuve de réalisation de l'opération indique la performance des équipements installés lorsque que celle-ci est exigée par la fiche d'opération standardisée correspondante.

Les offres financières prévues par la présente charte ne sont pas cumulables avec les autres incitations mises en place dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie.

**Je m'engage** à promouvoir, auprès de chaque ménage incité, la réalisation d'autres actions de rénovation, afin de les inscrire dans un parcours de rénovation complet. Je m'engage notamment à diffuser auprès de ces ménages des informations sur les travaux complémentaires envisageables, les dispositifs d'aide existants ainsi que sur **FRANCE RENOV'**.

**Je m'engage** avant la prise d'effet de ma charte, à présenter mes offres et mes engagements résultant de la présente charte au travers d'un site Internet accessible au public comprenant notamment :

- une présentation du dispositif, de ses objectifs et des offres proposées ;

- une présentation des modalités d'obtention par les bénéficiaires des incitations financières que j'ai mises en place et m'identifiant clairement comme à l'origine des primes versées ;
- les montants de primes, ou les formules de calcul permettant d'obtenir les montants de primes, ainsi que les critères techniques et exigences à respecter pour les opérations sélectionnées ;
- les critères d'éligibilité des bénéficiaires ;
- la promotion de la réalisation d'actions complémentaires de rénovation afin d'inscrire les bénéficiaires dans un parcours de rénovation leur permettant de poursuivre l'amélioration des performances énergétiques de leurs logements ;
- les informations sur les dispositifs d'aides existants ou les liens renvoyant vers ces informations.

### **RECONNAISSANCE ET SUIVI DE MON ENGAGEMENT**

**Afin de faire reconnaître mon engagement** dans cette opération, je transmets à la Direction générale de l'énergie et du climat (DGE) la présente charte dûment complétée, datée et porteuse de ma signature et de mon cachet commercial.

Dès publication des références de mon offre sur le site internet du Ministère chargé de l'Energie, je serai autorisé à :

- Utiliser la dénomination "*Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires*" ;
- Bénéficier de la bonification prévue par l'article 3-4 de l'arrêté du 29 décembre 2014 modifié relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie, pour les opérations engagées postérieurement à la date de prise d'effet de ma charte et au plus tard le 31 décembre 2025, et achevées au plus tard le 31 décembre 2026.

**Je m'engage** à transmettre chaque trimestre à la DGE un point d'avancement sur les opérations effectuées dans le cadre de mes offres, selon une trame fournie et comportant notamment les éléments suivants en distinguant les opérations du secteur tertiaire selon les secteurs d'activités (bureaux, enseignement, santé, hôtellerie/restauration, commerce et autre) :

- le nombre de bâtiments faisant l'objet d'une offre proposée et le montant d'offres proposées ;
- pour le secteur tertiaire, le nombre et la surface totale chauffée des bâtiments faisant l'objet de travaux engagés en précisant la puissance thermique totale des équipements remplacés et l'énergie de chauffage remplacée (charbon, fioul ou gaz) ;
- pour le secteur résidentiel, le nombre de logements chauffés faisant l'objet de travaux engagés en précisant la puissance thermique totale des équipements remplacés et l'énergie de chauffage remplacée (charbon, fioul ou gaz) ;

- pour le secteur tertiaire, le nombre et la surface totale chauffée des bâtiments faisant l'objet de travaux achevés en précisant la puissance thermique totale des équipements remplacés et l'énergie de chauffage remplacée (charbon, fioul ou gaz) ainsi que la puissance thermique totale des équipements mis en place ;
- pour le secteur résidentiel, le nombre de logements chauffés faisant l'objet de travaux achevés en précisant la puissance thermique totale des équipements remplacés et l'énergie de chauffage remplacée (charbon, fioul ou gaz) ainsi que la puissance thermique totale des équipements mis en place ;
- pour le secteur tertiaire, le nombre et la surface totale chauffée des bâtiments faisant l'objet d'une incitation financière versée et le montant des incitations financières versées ;
- pour le secteur résidentiel, le nombre de logements chauffés faisant l'objet d'une incitation financière versée et le montant des incitations financières versées.

Ces éléments sont transmis avant le 5 du mois suivant le trimestre échu. Le présent reporting inclut les données du Coup de pouce « Chauffage des bâtiments tertiaires ».

**Je prends acte** que je peux mettre fin à mon engagement dans les conditions fixées à l'article 3-8 de l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie et que le ministre chargé de l'énergie peut me retirer le bénéfice des droits attachés à la présente charte, en cas de manquement à cette charte ou aux dispositions relatives aux certificats d'économies d'énergie, après mise en demeure non suivie d'effet. Mes offres sont alors retirées du site internet du ministère chargé de l'énergie et **je m'engage** à supprimer toute référence à mon engagement dès que ma charte est résiliée ou m'est retirée.

Fait à

Le ...../...../.....

(Nom et qualité du signataire, signature et cachet)

## ANNEXE 2 : MONTANTS DE PRIMES PAR TYPES D'OPERATIONS

Les montants de primes indiqués ci-après ne tiennent pas compte des bonifications « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs & tertiaires » indiquées à l'[article 5.1](#).

	Zone climatique	Puissance thermique nominale PAC	Efficacité énergétique saisonnière/Coeff de performance	Montant unitaire	Unité de la prime CEE	Secteur
<b>BAT-TH-113 : Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau</b> <b>Devis signés à partir du 01-01-2019</b>	H1	≤ 400 kW	111% ≤ Etas < 126%	1,72	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie, restauration
	H2			1,41	€/m² de surface chauffée	
	H3			0,93	€/m² de surface chauffée	
	H1			2,70	€/m² de surface chauffée	Santé
	H2			2,22	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,46	€/m² de surface chauffée	
	H1			1,97	€/m² de surface chauffée	Enseignement
	H2			1,61	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,06	€/m² de surface chauffée	
	H1			2,95	€/m² de surface chauffée	Bureaux
	H2			2,42	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,59	€/m² de surface chauffée	
	H1			2,21	€/m² de surface chauffée	Commerces
	H2			1,81	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,19	€/m² de surface chauffée	
	H1			1,72	€/m² de surface chauffée	Autres
	H2			1,41	€/m² de surface chauffée	
	H3			0,93	€/m² de surface chauffée	

	H1		126% ≤ Etas	2,07	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie, restauration
	H2			1,72	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,15	€/m² de surface chauffée	
	H1			3,26	€/m² de surface chauffée	Santé
	H2			2,70	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,80	€/m² de surface chauffée	
	H1			2,37	€/m² de surface chauffée	Enseignement
	H2			1,97	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,31	€/m² de surface chauffée	
	H1			3,55	€/m² de surface chauffée	Bureaux
	H2			2,95	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,97	€/m² de surface chauffée	
	H1	> 400 kW	3,4 ≤ COP < 4	2,66	€/m² de surface chauffée	Commerces
	H2			2,21	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,47	€/m² de surface chauffée	
	H1			2,07	€/m² de surface chauffée	Autres
	H2			1,72	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,15	€/m² de surface chauffée	
	H1			1,68	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie, restauration
	H2			1,37	€/m² de surface chauffée	
	H3			0,93	€/m² de surface chauffée	
	H1			2,63	€/m² de surface chauffée	Santé
	H2			2,15	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,46	€/m² de surface chauffée	
	H1			1,92	€/m² de surface chauffée	Enseignement

	H2			1,56	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,06	€/m² de surface chauffée	
	H1			2,87	€/m² de surface chauffée	Bureaux
	H2			2,34	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,59	€/m² de surface chauffée	
	H1			2,15	€/m² de surface chauffée	Commerces
	H2			1,76	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,19	€/m² de surface chauffée	
	H1			1,68	€/m² de surface chauffée	Autres
	H2			1,37	€/m² de surface chauffée	
	H3			0,93	€/m² de surface chauffée	
	H1		4 ≤ COP	2,21	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie, restauration
	H2			1,81	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,19	€/m² de surface chauffée	
	H1			3,47	€/m² de surface chauffée	Santé
	H2			2,84	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,87	€/m² de surface chauffée	
	H1			2,52	€/m² de surface chauffée	Enseignement
	H2			2,07	€/m² de surface chauffée	
	H3			1,36	€/m² de surface chauffée	
	H1			3,78	€/m² de surface chauffée	Bureaux
	H2			3,10	€/m² de surface chauffée	
	H3			2,04	€/m² de surface chauffée	
	H1			2,84	€/m² de surface chauffée	Commerces

	H2			2,32	€/m <sup>2</sup> de surface chauffée	Autres
	H3			1,53	€/m <sup>2</sup> de surface chauffée	
	H1			2,21	€/m <sup>2</sup> de surface chauffée	
	H2			1,81	€/m <sup>2</sup> de surface chauffée	
	H3			1,19	€/m <sup>2</sup> de surface chauffée	

	Surface	Montant fixe	Montant unitaire	Unité de la prime CEE	Prime	Commentaire
<b>BAT-TH-127 : Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur CDP Chauffage bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires</b>	≤ 7 500	69300	0	€	= montant fixe + montant total	Le montant total correspond au montant unitaire multiplié par la surface totale
	> 7 500	18900	6,741	€/m <sup>2</sup>		

	Type de PAC	Zone climatique	Mode de fonctionnement	Montant unitaire	Unité de la prime CEE	Application	Paramètres
BAT-TH-141 : Pompe à chaleur gaz de type air/eau Devis signés à partir du 01/01/2019	P≤400 avec 111%≤ Etas<126 %	H1	Mode chauffage	3,59	€/m² de surface chauffée	Bureaux	Coefficient R lié à la puissance de la chaufferie :  Lorsque la rénovation de la chaufferie ne met en oeuvre que des équipements relevant de la fiche BAT-TH-141, alors :
		H2		2,90	€/m² de surface chauffée		
		H3		1,95	€/m² de surface chauffée		
		H1		2,51	€/m² de surface chauffée	Enseignement	
		H2		2,03	€/m² de surface chauffée		
		H3		1,37	€/m² de surface chauffée		
		H1		3,23	€/m² de surface chauffée	Commerces	
		H2		2,61	€/m² de surface chauffée		
		H3		1,76	€/m² de surface chauffée		

		H1		5,03	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie restauration	- si la puissance nouvellement installée est strictement inférieure à 40% de la nouvelle chaudière, le facteur R est égal au rapport de la puissance de la (des) PAC(s) installée(s) sur la puissance totale de la chaudière après travaux ; - dans le cas contraire, il est égal à l'unité. Pendant la durée de vie conventionnelle aucune opération ultérieure d'installation d'un équipement de production thermique dans la chaudière ne pourra donner lieu à l'obtention de certificats d'économies d'énergie.  Lorsque la chaudière après rénovation comporte
	H2	4,06		€/m² de surface chauffée			
	H3	2,73		€/m² de surface chauffée			
	H1	3,95		€/m² de surface chauffée	Santé		
	H2	3,19		€/m² de surface chauffée			
	H3	2,15		€/m² de surface chauffée			
	H1	2,51		€/m² de surface chauffée	Autres		
	H2	2,03		€/m² de surface chauffée			
	H3	1,37		€/m² de surface chauffée			
	H1	4,22	Chauffage et ECS	Bureaux	€/m² de surface chauffée		
	H2	3,47			€/m² de surface chauffée		
	H3	2,33			€/m² de surface chauffée		
	H1	2,95		Enseignement	€/m² de surface chauffée		
	H2	2,43			€/m² de surface chauffée		
	H3	1,63			€/m² de surface chauffée		
	H1	3,80		Commerces	€/m² de surface chauffée		
	H2	3,12			€/m² de surface chauffée		
	H3	2,10			€/m² de surface chauffée		
	H1	5,91		Hôtellerie restauration	€/m² de surface chauffée		
	H2	4,85			€/m² de surface chauffée		
	H3	3,26			€/m² de surface chauffée		
	H1	4,64		Santé	€/m² de surface chauffée		
	H2	3,81			€/m² de surface chauffée		
	H3	2,56			€/m² de surface chauffée		
	H1	2,95			Autres	€/m² de surface chauffée	



		H2		2,43	€/m² de surface chauffée		des équipements relevant de la fiche BAT-TH-102 et de la fiche BAT-TH-141, alors : - si la puissance de la ou des PAC installée(s) est strictement inférieure à 40% de la puissance de la nouvelle chaufferie, le facteur R est égal au rapport de la puissance de la (des) pompe(s) à chaleur installée(s) sur la puissance totale de la chaufferie après travaux ; - dans le cas contraire, seule la fiche BAT-TH-141 donne lieu à la délivrance de certificats, avec un facteur R égal à l'unité. Pendant la durée de vie conventionnelle aucune opération ultérieure sur les
		H3		1,63	€/m² de surface chauffée		
	P≤400 avec 126% ≤ Etas	H1	Mode chauffage	4,16	€/m² de surface chauffée	Bureaux	
		H2		3,40	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,27	€/m² de surface chauffée		
		H1		2,91	€/m² de surface chauffée	Enseignement	
		H2		2,38	€/m² de surface chauffée		
		H3		1,59	€/m² de surface chauffée		
		H1		3,74	€/m² de surface chauffée	Commerces	
		H2		3,06	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,04	€/m² de surface chauffée		
		H1		5,82	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie restauration	
		H2		4,76	€/m² de surface chauffée		
		H3		3,18	€/m² de surface chauffée		
		H1		4,57	€/m² de surface chauffée	Santé	
		H2		3,74	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,49	€/m² de surface chauffée		
		H1		2,91	€/m² de surface chauffée	Autres	
		H2		2,38	€/m² de surface chauffée		
		H3		1,59	€/m² de surface chauffée		
		H1	Chauffage et ECS	4,91	€/m² de surface chauffée	Bureaux	
		H2		4,03	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,71	€/m² de surface chauffée		
		H1		3,44	€/m² de surface chauffée	Enseignement	
		H2		2,82	€/m² de surface chauffée		

		H3		1,90	€/m² de surface chauffée	Commerces	équipements de production thermique de la chaufferie ne pourra donner lieu à l'obtention de certificats d'économies d'énergie.  Dans tous les cas, la puissance de la nouvelle chaufferie ne comptabilise pas les équipements de secours.		
		H1		4,42	€/m² de surface chauffée				
		H2		3,63	€/m² de surface chauffée				
		H3		2,44	€/m² de surface chauffée				
		H1		6,88	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie restauration			
		H2		5,64	€/m² de surface chauffée				
		H3		3,79	€/m² de surface chauffée				
		H1		5,41	€/m² de surface chauffée	Santé			
		H2		4,44	€/m² de surface chauffée				
		H3		2,98	€/m² de surface chauffée				
		H1		3,44	€/m² de surface chauffée	Autres			
		H2		2,82	€/m² de surface chauffée				
		H3		1,90	€/m² de surface chauffée				
		P>400 avec 1,3 ≤ COP < 1,6		H1	Mode chauffage	4,35		€/m² de surface chauffée	Bureaux
				H2		3,53		€/m² de surface chauffée	
	H3		2,33	€/m² de surface chauffée					
	H1		3,04	€/m² de surface chauffée		Enseignement			
	H2		2,47	€/m² de surface chauffée					
	H3		1,63	€/m² de surface chauffée					
	H1		3,91	€/m² de surface chauffée		Commerces			
	H2		3,18	€/m² de surface chauffée					
	H3		2,10	€/m² de surface chauffée					
	H1		6,09	€/m² de surface chauffée		Hôtellerie restauration			
	H2	4,94	€/m² de surface chauffée						
	H3	3,26	€/m² de surface chauffée						

		H1		4,78	€/m² de surface chauffée	Santé	
		H2		3,88	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,56	€/m² de surface chauffée		
		H1		3,04	€/m² de surface chauffée	Autres	
		H2		2,47	€/m² de surface chauffée		
		H3		1,63	€/m² de surface chauffée		
		H1	Chauffage et ECS	5,17	€/m² de surface chauffée	Bureaux	
		H2		4,22	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,77	€/m² de surface chauffée		
		H1		3,62	€/m² de surface chauffée	Enseignement	
		H2		2,95	€/m² de surface chauffée		
		H3		1,94	€/m² de surface chauffée		
		H1		4,65	€/m² de surface chauffée	Commerces	
		H2		3,80	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,49	€/m² de surface chauffée		
		H1		7,23	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie restauration	
		H2		5,91	€/m² de surface chauffée		
		H3		3,88	€/m² de surface chauffée		
		H1		5,68	€/m² de surface chauffée	Santé	
		H2		4,64	€/m² de surface chauffée		
		H3		3,05	€/m² de surface chauffée		
		H1		3,62	€/m² de surface chauffée	Autres	
		H2		2,95	€/m² de surface chauffée		
		H3		1,94	€/m² de surface chauffée		
		H1	Mode chauffage	5,48	€/m² de surface chauffée	Bureaux	

	<b>P&gt;400 avec 1,6 ≤ COP</b>	H2		4,47	€/m² de surface chauffée	
		H3		2,96	€/m² de surface chauffée	
		H1		3,84	€/m² de surface chauffée	
		H2		3,13	€/m² de surface chauffée	Enseignement
		H3		2,07	€/m² de surface chauffée	
		H1		4,93	€/m² de surface chauffée	Commerces
		H2		4,03	€/m² de surface chauffée	
		H3		2,66	€/m² de surface chauffée	
		H1		7,67	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie restauration
		H2		6,26	€/m² de surface chauffée	
		H3		4,15	€/m² de surface chauffée	
		H1		6,03	€/m² de surface chauffée	Santé
		H2		4,92	€/m² de surface chauffée	
		H3		3,26	€/m² de surface chauffée	
		H1		3,84	€/m² de surface chauffée	Autres
		H2		3,13	€/m² de surface chauffée	
		H3		2,07	€/m² de surface chauffée	
		H1	Chauffage et ECS	6,30	€/m² de surface chauffée	Bureaux
		H2		5,36	€/m² de surface chauffée	
		H3		3,53	€/m² de surface chauffée	
		H1		4,41	€/m² de surface chauffée	Enseignement
		H2		3,75	€/m² de surface chauffée	
		H3		2,47	€/m² de surface chauffée	
		H1		5,67	€/m² de surface chauffée	Commerces
		H2		4,82	€/m² de surface chauffée	

		H3		3,18	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie restauration	
		H1		8,82	€/m² de surface chauffée		
		H2		7,50	€/m² de surface chauffée		
		H3		4,94	€/m² de surface chauffée		
		H1		6,93	€/m² de surface chauffée	Santé	
		H2		5,89	€/m² de surface chauffée		
		H3		3,88	€/m² de surface chauffée		
		H1		4,41	€/m² de surface chauffée	Autres	
		H2		3,75	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,47	€/m² de surface chauffée		

	Type de PAC	Zone climatique	Mode de fonctionnement	Montant unitaire	Unité de la prime CEE	Application	Paramètres
BAT-TH-140 : Pompe à chaleur à absorption de type air/eau ou eau/eau  Devis signé à partir du 1er janvier 2019	P≤400 avec 111%≤ηs<126%	H1	Mode chauffage	3,78	€/m² de surface chauffée	Bureaux	Coefficient R lié à la puissance de la chaufferie : Lorsque la rénovation de la chaufferie ne met en oeuvre que des équipements relevant de la fiche BAT-TH-140, alors : - si la puissance nouvellement installée est strictement inférieure à 40% de la nouvelle chaufferie, le
		H2		3,09	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,08	€/m² de surface chauffée		
		H1		2,65	€/m² de surface chauffée	Enseignement	
		H2		2,16	€/m² de surface chauffée		
		H3		1,46	€/m² de surface chauffée		
		H1		3,40	€/m² de surface chauffée	Commerces	
		H2		2,78	€/m² de surface chauffée		
		H3		1,87	€/m² de surface chauffée		
		H1		5,29	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie restauration	
		H2		4,32	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,91	€/m² de surface chauffée		



	P≤400 avec 120% ≤ ηs	H1	Mode chauffage	4,41	€/m² de surface chauffée	Bureaux	la ou des PAC installée(s) est strictement inférieure à 40% de la puissance de la nouvelle chaufferie, le facteur R est égal au rapport de la puissance de la (des) pompe(s) à chaleur installée(s) sur la puissance totale de la chaufferie après travaux ; - dans le cas contraire, seule la fiche BAT-TH-140 donne lieu à la délivrance de certificats, avec un facteur R égal à l'unité. Pendant la durée de vie conventionne lle, aucune opération ultérieure sur les équipements de production thermique de la chaufferie ne pourra donner lieu à l'obtention de certificats d'économies d'énergie.
		H2		3,59	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,39	€/m² de surface chauffée		
		H1		3,09	€/m² de surface chauffée	Enseignem ent	
		H2		2,51	€/m² de surface chauffée		
		H3		1,68	€/m² de surface chauffée		
		H1		3,97	€/m² de surface chauffée	Commerces	
		H2		3,23	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,15	€/m² de surface chauffée		
		H1		6,17	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie restauratio n	
		H2		5,03	€/m² de surface chauffée		
		H3		3,35	€/m² de surface chauffée		
		H1		4,85	€/m² de surface chauffée	Santé	
		H2		3,95	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,63	€/m² de surface chauffée		
		H1		3,09	€/m² de surface chauffée	Autres	
		H2		2,51	€/m² de surface chauffée		
		H3		1,68	€/m² de surface chauffée		
		H1	Chauffage et ECS	5,23	€/m² de surface chauffée	Bureaux	
		H2		4,28	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,84	€/m² de surface chauffée		
		H1		3,66	€/m² de surface chauffée	Enseignem ent	
		H2		3,00	€/m² de surface chauffée		
		H3		1,98	€/m² de surface chauffée		

		H1		4,71	€/m² de surface chauffée	Commerces	
		H2		3,86	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,55	€/m² de surface chauffée		
		H1		7,32	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie restauration	
		H2		6,00	€/m² de surface chauffée		
		H3		3,97	€/m² de surface chauffée		
		H1		5,75	€/m² de surface chauffée	Santé	
		H2		4,71	€/m² de surface chauffée		
		H3		3,12	€/m² de surface chauffée		
		H1		3,66	€/m² de surface chauffée	Autres	
		H2		3,00	€/m² de surface chauffée		
		H3		1,98	€/m² de surface chauffée		
	P>400 avec 1,3 ≤ COP < 1,6	H1	Mode chauffage	4,60	€/m² de surface chauffée	Bureaux	
		H2		3,78	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,52	€/m² de surface chauffée		
		H1		3,22	€/m² de surface chauffée	Enseignement	
		H2		2,65	€/m² de surface chauffée		
		H3		1,76	€/m² de surface chauffée		
		H1		4,14	€/m² de surface chauffée	Commerces	
		H2		3,40	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,27	€/m² de surface chauffée		
		H1		6,44	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie restauration	
		H2		5,29	€/m² de surface chauffée		
		H3		3,53	€/m² de surface chauffée		



		H1		5,06	€/m² de surface chauffée	Santé	
		H2		4,16	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,77	€/m² de surface chauffée		
		H1		3,22	€/m² de surface chauffée	Autres	
		H2		2,65	€/m² de surface chauffée		
		H3		1,76	€/m² de surface chauffée		
		H1	Chauffage et ECS	5,48	€/m² de surface chauffée	Bureaux	
		H2		4,47	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,96	€/m² de surface chauffée		
		H1		3,84	€/m² de surface chauffée	Enseignement	
		H2		3,13	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,07	€/m² de surface chauffée		
		H1		4,93	€/m² de surface chauffée	Commerces	
		H2		4,03	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,66	€/m² de surface chauffée		
		H1		7,67	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie restauration	
		H2		6,26	€/m² de surface chauffée		
		H3		4,15	€/m² de surface chauffée		
		H1		6,03	€/m² de surface chauffée	Santé	
		H2		4,92	€/m² de surface chauffée		
		H3		3,26	€/m² de surface chauffée		
		H1		3,84	€/m² de surface chauffée	Autres	
		H2		3,13	€/m² de surface chauffée		
		H3		2,07	€/m² de surface chauffée		

P>400 avec 1,6 ≤ COP	H1	Mode chauffage	5,86	€/m² de surface chauffée	Bureaux
	H2		4,79	€/m² de surface chauffée	
	H3		3,15	€/m² de surface chauffée	
	H1		4,10	€/m² de surface chauffée	Enseignem ent
	H2		3,35	€/m² de surface chauffée	
	H3		2,21	€/m² de surface chauffée	
	H1		5,27	€/m² de surface chauffée	Commerces
	H2		4,31	€/m² de surface chauffée	
	H3		2,84	€/m² de surface chauffée	
	H1		8,20	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie restauration
	H2		6,70	€/m² de surface chauffée	
	H3		4,41	€/m² de surface chauffée	
	H1		6,44	€/m² de surface chauffée	Santé
	H2		5,27	€/m² de surface chauffée	
	H3		3,47	€/m² de surface chauffée	
	H1		4,10	€/m² de surface chauffée	Autres
	H2		3,35	€/m² de surface chauffée	
	H3		2,21	€/m² de surface chauffée	
	H1	Chauffage et ECS	6,93	€/m² de surface chauffée	Bureaux
	H2		5,67	€/m² de surface chauffée	
	H3		3,78	€/m² de surface chauffée	
	H1		4,85	€/m² de surface chauffée	Enseignem ent
	H2		3,97	€/m² de surface chauffée	
	H3		2,65	€/m² de surface chauffée	

	H1		6,24	€/m² de surface chauffée	Commerces	
	H2		5,10	€/m² de surface chauffée		
	H3		3,40	€/m² de surface chauffée		
	H1		9,70	€/m² de surface chauffée	Hôtellerie restauration	
	H2		7,94	€/m² de surface chauffée		
	H3		5,29	€/m² de surface chauffée		
	H1		7,62	€/m² de surface chauffée	Santé	
	H2		6,24	€/m² de surface chauffée		
	H3		4,16	€/m² de surface chauffée		
	H1		4,85	€/m² de surface chauffée	Autres	
	H2		3,97	€/m² de surface chauffée		
	H3		2,65	€/m² de surface chauffée		

	Puissance de la chaudière	Montant unitaire	Unité de la prime CEE	Paramètre
<b>BAT-TH-157 : Chaudière biomasse collective</b>	≤ 500	0,03	€/ (kWh/an)	Chaleur nette utile produite par la chaudière biomasse installée en kWh/an
	> 500	0,02	€/ (kWh/an)	

	Puissance chaudière	Montant unitaire	Unité de la prime CEE	Paramètres
<b>BAR-TH-165 : Chaudière biomasse collective</b>	≤ 500	0,03	€/ (kWh/an)	La valeur à prendre en compte pour les kWh/an est la chaleur nette utile (Q) de la
	> 500	0,02	€/ (kWh/an)	

			chaudière biomasse
--	--	--	-----------------------

	Efficacité énergétique saisonnière	Type de besoin	Zone climatique	Montant unitaire	Unité de la prime CEE	Facteur correctif R
<b>BAR-TH-166 : Pompe à chaleur collective de type air/eau ou eau/eau à partir du 31/07/2021</b>	111 % < ETAS ≤ 120 %	Chauffage	H1	214,20	€/appartement	<p>Coefficient R lié à la puissance de la chaufferie :</p> <p>Lorsque la rénovation de la chaufferie ne met en oeuvre que des équipements relevant de la fiche BAR-TH-166 alors :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- si la puissance nouvellement installée est strictement inférieure à 40% de la nouvelle chaufferie, le facteur R est égal au rapport de la puissance de la (des) PAC(s) installée(s) sur la puissance totale de la chaufferie après travaux ;</li> <li>- dans le cas contraire, il est égal à l'unité. Pendant la durée de vie conventionnelle aucune opération ultérieure d'installation d'un équipement de production thermique dans la chaufferie ne pourra donner lieu à l'obtention de certificats d'économies d'énergie.</li> </ul> <p>Lorsque la chaufferie après rénovation comporte des équipements relevant de la fiche BAR-TH-107 et/ou BAR-TH-150 et de la fiche BAR-TH-166, alors :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- si la puissance de la ou des PAC installée(s) est strictement inférieure à 40% de la puissance de la nouvelle chaufferie, le facteur R est égal au rapport de la puissance de la (des) pompe(s) à chaleur installée(s) sur la puissance totale de la chaufferie après travaux ;</li> <li>- dans le cas contraire, seule la fiche BAR-TH-166 donne lieu à la délivrance de certificats, avec un facteur R égal à l'unité. Pendant la durée de vie conventionnelle aucune opération ultérieure sur les équipements de production thermique de la chaufferie ne pourra donner lieu à l'obtention de certificats d'économies d'énergie.</li> </ul> <p>Dans tous les cas, la puissance de la nouvelle chaufferie ne comptabilise pas les équipements de secours.</p>
			H2	176,40	€/appartement	
			H3	117,81	€/appartement	
		Chauffage et ECS	H1	327,60	€/appartement	
			H2	270,90	€/appartement	
			H3	214,20	€/appartement	
	ETAS ≥ 120 %	Chauffage	H1	270,90	€/appartement	
			H2	220,50	€/appartement	
			H3	149,31	€/appartement	

			H1	409,50	€/appartement	
		Chauffage et ECS	H2	346,50	€/appartement	
			H3	270,90	€/appartement	

	Puissance thermique nominale	Rendement	Usages	Zone climatique	Montant unitaire	Unité de la prime CEE	Facteur correctif (R)
<b>BAR-TH-150 : Pompe à chaleur collective à absorption de type air/eau ou eau/eau</b>	≤ 400	102 % ≤ Etas < 110 %	Chauffage	H1	293,58	€/N appartements	<b>Coefficient R lié à la puissance de la chaufferie :</b>  <b>Lorsque la rénovation de la chaufferie ne met en oeuvre que des équipements relevant de la fiche BAR-TH-150 alors :</b> - si la puissance nouvellement installée est strictement inférieure à 40% de la nouvelle chaufferie, le facteur R est égal au rapport de la
				H2	240,66	€/N appartements	
				H3	159,39	€/N appartements	
			Chauffage et ECS	H1	432,81	€/N appartements	
				H2	374,22	€/N appartements	
				H3	280,98	€/N appartements	
		110 % ≤ Etas < 120 %	Chauffage	H1	355,32	€/N appartements	
				H2	291,06	€/N appartements	
				H3	192,78	€/N appartements	
			Chauffage et ECS	H1	524,16	€/N appartements	
				H2	453,60	€/N appartements	
				H3	340,20	€/N appartements	
		Etas ≥ 120 %	Chauffage	H1	414,54	€/N appartements	
				H2	339,57	€/N appartements	

			Chauffage et ECS	H3	224,91	€/N appartements	<p>puissance de la (des) PAC(s) installée(s) sur la puissance totale de la chaufferie après travaux ; - dans le cas contraire, il est égal à l'unité. Pendant la durée de vie conventionnelle aucune opération ultérieure d'installation d'un équipement de production thermique dans la chaufferie ne pourra donner lieu à l'obtention de certificats d'économies d'énergie.</p> <p>Lorsque la chaufferie après rénovation comporte des équipements relevant de la fiche BAR-TH-107 et de la BAR-TH-150, alors : - si la puissance de la ou des PAC installée(s) est strictement inférieure à 40% de la</p>
				H1	610,47	€/N appartements	
				H2	528,57	€/N appartements	
				H3	396,27	€/N appartements	
	> 400	1,3 ≤ COP < 1,6	Chauffage	H1	452,97	€/N appartements	
				H2	371,07	€/N appartements	
				H3	245,70	€/N appartements	
			Chauffage et ECS	H1	667,80	€/N appartements	
				H2	577,71	€/N appartements	
				H3	433,44	€/N appartements	
		1,6 ≤ COP	Chauffage	H1	573,93	€/N appartements	
				H2	469,98	€/N appartements	
				H3	311,85	€/N appartements	
				H1	846,09	€/N appartements	
				H2	732,06	€/N appartements	
			Chauffage et ECS	H3	549,36	€/N appartements	

						<p>puissance de la nouvelle chaufferie, le facteur R est égal au rapport de la puissance de la (des) pompe(s) à chaleur installée(s) sur la puissance totale de la chaufferie après travaux ;</p> <p>- dans le cas contraire, seule la fiche BAT-TH-150 donne lieu à la délivrance de certificats, avec un facteur R égal à l'unité. Pendant la durée de vie conventionnelle, aucune opération ultérieure sur les équipements de production thermique de la chaufferie ne pourra donner lieu à l'obtention de certificats d'économies d'énergie.</p> <p>Dans tous les cas, la puissance de la nouvelle chaufferie ne comptabilise</p>
--	--	--	--	--	--	---



							pas les équipements de secours.
--	--	--	--	--	--	--	---------------------------------

	Nbr de logements	Montant fixe	Montant unitaire	Unité de la prime CEE	Prime	Commentaire
<b>BAR-TH-137 :</b> <b>Raccordement d'un bâtiment résidentiel à un réseau de chaleur CDP</b> <b>Chauffage bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires</b>	≤ 250	75600	0	€	= montant fixe + montant total	Le montant total correspond au montant unitaire multiplié par le nombre d'appartement
	> 250	14490	485,1	€ / Nbre d'appartement		

### ANNEXE 3 : CONDITIONS DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

La présente Annexe a pour objet de détailler la nature et les conditions du traitement de Données à caractère personnel par le Prestataire.

#### 1. Objet et finalité du Traitement pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du Responsable de traitement

La fourniture des Prestations, notamment les activités suivantes, implique un traitement de Données à caractère personnel dont l'objet et la finalité sont les suivants :

Finalité	Descriptions	Base légale
<b>Création et instruction de dossier travaux</b>	Créer un dossier de demande prime en fonction des travaux envisagés et permettre son instruction à réception des documents justificatifs	Exécution des mesures pré-contractuelles et/ou exécution du contrat

#### 2. Durée du Traitement

- ☐ La durée du traitement correspond à la durée du Contrat
- ☒ Sur la base de la durée du Contrat, les parties conviennent que la durée du traitement est de 9 ans à partir de la délivrance du CEE.

#### 3. Catégories de Données à caractère personnel traitées

*Les données sensibles éventuellement traitées et les limitations ou garanties appliquées tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus tels que par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires.*

- ☒ Données d'identification (état civil, identité, adresse...)
- ☐ Vie professionnelle (CV, parcours professionnel, formation...)
- ☒ Vie personnelle (habitude de vie, situation familiale...)
- ☒ Information d'ordre économique (revenus, situation financière...)
- ☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, GSM...)
- ☐ Données de connexion (adresse IP, logs...)
- ☐ Appréciation sur les difficultés des personnes (recours aux services d'une assistante sociale, difficultés financières...)
- ☐ Numéro de Sécurité Sociale (NIR)
- ☐ Données biométriques

☐ Infractions, condamnations, mesures de sûreté

☐ Données de santé

☐ Données génétiques

☐ Autres (préciser)

**4. Catégories de Personnes concernées**

☐ Clients

☐ Collaborateurs

☒ Autres (Préciser) Bénéficiaire CEE et installateurs



**CONTRAT DE PARTENARIAT  
EN FAVEUR DE LA PROMOTION  
DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE**



## ENTRE

**La société GreenYellow**, société par actions simplifiée au capital de 16 889 373,30 euros, dont le siège social est situé Tour Initiale - 1 Terrasse Bellini, 92800 Puteaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 501 657 399, représentée par son président, la société **GreenYellow Holding**, société par actions simplifiée au capital de 130 620 219,70 euros, dont le siège social est situé Tour Initiale - 1 Terrasse Bellini, 92800 Puteaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 917 419 798, elle-même représentée par Romain BUTTE en sa qualité de Directeur France ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes .

Ci-après désignée « **GREENYELLOW** »,

## ET

**La COMMUNE DE MONTPELLIER**, Collectivité territoriale commune, dont le siège social est 1 PL GEORGES FRECHE 34267 MONTPELLIER CEDEX 2, identifiée sous le numéro SIREN 213 401 722.

Représentée aux présentes par Michaël DELAFOSSE, dûment habilité à l'effet des présentes en sa qualité de Maire,

Ci-après désigné le « **BENEFICIAIRE** »,

**Ci-après désignées ensemble « les Parties » et individuellement « la Partie »**

## SOMMAIRE

PREAMBULE .....	4
1. OBJET ET PERIMETRE .....	5
2. ROLE ACTIF ET INCITATIF DE GREENYELLOW - NATURE DE LA CONTRIBUTION DE GREENYELLOW .....	7
3. OBLIGATIONS DES PARTIES .....	7
4. DOSSIER NON CONFORME – REMBOURSEMENT DE LA REMUNERATION .....	12
5. DUREE.....	14
6. RESPONSABILITE ET ASSURANCES.....	15
7. RESILIATION .....	16
8. NON EXCLUSIVITE .....	16
9. COMMUNICATION.....	16
10. CONFIDENTIALITE .....	17
11. LUTTE ANTI-CORRUPTION .....	17
12. INDEPENDANCE DES PARTIES .....	20
13. DISPOSITIONS DIVERSES.....	20
14. CESSION – INTUITU PERSONAE .....	21
15. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	21
16. LOI APPLICABLES ET LITIGES.....	21
ANNEXE 1 – EXEMPLE DE DOSSIER DE DEMANDE DE CEE TYPE .....	23
ANNEXE 2 - DECLARATION D'INTEGRITE.....	25
ANNEXE 3 – PRIX CEE.....	28

## PREAMBULE

---

Dans le cadre de son engagement en faveur de l'efficacité énergétique et du dispositif des certificats d'économies d'énergie, GreenYellow souhaite promouvoir auprès de ses clients la réalisation d'opérations d'économies d'énergie telles que définies à l'article R.221-14 du code de l'énergie, et qui peuvent donner lieu à la délivrance de CEE (ci-après « **les Opérations Eligibles** »).

Conformément aux dispositions de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique et en application des articles L. 221-1 et suivants du Code de l'Energie, GreenYellow est un éligible au sens de l'article L.221-7 du code de l'énergie et est habilitée à déposer des dossiers de demande de certificats d'économies d'énergie (ci-après les « **Dossiers de Demande de CEE** ») et se voir délivrer des certificats d'économies d'énergie (ci-après les « **CEE** »).

En promouvant l'application du dispositif réglementaire des CEE, GREENYELLOW aide ses clients à réduire leur consommation énergétique par la réalisation de travaux ou l'installation d'équipements d'efficacité énergétique donnant lieu à l'obtention de CEE au titre desdits travaux ou équipements.

Le BENEFCIAIRE est une métropole qui a pour projet d'installer, ou de faire installer pour son compte, des équipements ou de réaliser, ou de faire réaliser pour son compte, des travaux permettant une amélioration de sa performance énergétique globale et susceptible de constituer des Opérations Eligibles.

Les Parties se sont donc rapprochées en vue de fixer, par le présent Contrat (ci-après le « **Contrat** ») les conditions selon lesquelles GREENYELLOW apportera sa contribution à la réalisation des Opérations Eligibles en valorisant les CEE générés par ces travaux ou installation d'équipements.

Le présent Contrat s'inscrit dans le cadre de la cinquième période qui s'étend du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2025 (ci-après « **la 5ème Période** ») du dispositif des certificats d'économies d'énergie décrit au Titre II du Livre II du code de l'énergie et de tout autre texte législatif ou réglementaire le complétant (ci-après « **le Dispositif CEE** »).

Conformément à la loi, le présent Contrat est conclu et signé préalablement à toute intervention au titre de la réalisation des travaux ou de l'installation des équipements susvisés. Il pourra être communiqué par GreenYellow au Pôle National des Certificats d'Economies d'Energie (ci-après « **PNCEE** ») ou toute autre autorité administrative compétente et notamment le Ministre chargé de l'Energie (ci-après « **l'Autorité Compétente** ») à l'effet de justifier de son rôle actif et incitatif conformément au Dispositif CEE.

**Ceci ayant été exposé, les Parties sont convenues de ce qui suit :**

## 1. OBJET ET PERIMETRE

---

### 1.1. Objet

L'objet du présent Contrat est de déterminer les conditions et modalités selon lesquelles :

- la société GREENYELLOW s'engage à accompagner le BENEFICIAIRE dans la réalisation des opérations d'économies d'énergie susvisées en lui apportant une contribution directe, laquelle matérialisera son rôle actif et incitatif et prendra la forme d'un versement par GreenYellow au BENEFICIAIRE d'une prime financière (ci-après « **la Prime** ») permettant la réalisation des Opérations Eligibles ;
- le BENEFICIAIRE s'engage à réaliser les opérations d'économies d'énergie susvisées et à transmettre à GREENYELLOW toutes les pièces requises par la réglementation en vigueur aux fins de permettre à GREENYELLOW de déposer une demande de certificats d'économies d'énergie auprès du PNCEE

A ce titre, les Parties conviennent, aux termes du présent Contrat, de :

- Définir les opérations d'économies d'énergie entrant dans le périmètre du Contrat et qui constituent des Opérations Eligibles relevant des fiches d'opérations standardisées d'économies d'énergie,
- Déterminer l'équivalence financière du volume de CEE valorisés par GREENYELLOW au bénéfice du BENEFICIAIRE dans le cadre des opérations d'efficacité énergétique effectués dans ses magasins, entrepôts, bureaux et autres bâtiments qu'il exploite ;
- Définir la nature de la contribution de Greenyellow et sa valeur financière et le cas échéant les modalités de son calcul en cas de révision au regard d'une modification du volume de certificats d'économies d'énergie attaché aux Opérations Eligibles ;
- Définir les engagements du BENEFICIAIRE dans la réalisation des Opérations Eligibles et la constitution des pièces nécessaires aux Dossiers de Demande de CEE

### 1.2. PERIMETRE

#### Opérations Eligibles

Les Opérations Eligibles entrant dans le champ du Contrat doivent exclusivement consister en des actions d'économies d'énergie correspondant à des fiches d'opérations standardisées définies par



l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie (ci-après « les **Fiches d'Opérations Standardisées** »).

Les Opérations Eligibles consisteront dans les opérations ou catégories d'opérations suivantes :

- BAT-TH-127 : Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur

### Volume de CEE

Il est précisé que Greenyellow doit pouvoir garder le contrôle des volumes de Dossiers de Demande de CEE qu'elle valorise. Par conséquent, les Parties peuvent convenir que les Opérations Eligibles réalisées au titre du présent Contrat ne pourront représenter, sur toute la durée du Contrat, telle que définie à l'article 5, un volume de CEE supérieur à un certain volume de kWh Cumac.

Pour les besoins du présent article ;

- On entend par « engagement » du volume, l'engagement des travaux ou installation relatifs à l'Opération Eligible concernée, matérialisé par la signature du Document d'engagement visé à l'article 3.2.1. A l'expiration du Contrat, le BENEFICIAIRE ne pourra plus engager de volume.
- On entend par « réalisation » du volume, la finalisation des travaux ou installation engagés relatifs à l'Opération Eligible concernée, matérialisé par la réception du document attestant de la bonne réalisation de l'Opération Eligible, et la signature des attestations sur l'honneur, visés à l'article 3.2.1
- On entend par « livraison » du volume, l'envoi par le BENEFICIAIRE à GREENYELLOW, dès que possible et au plus tard deux (2) mois après l'achèvement des travaux ou installation, des Dossiers de Demande de CEE correspondants aux Opérations Eligibles concernées, dans les conditions précisées au 3.2.1 (la « **Livraison** »).
- La date limite de Livraison s'entend de la date d'expiration du délai de deux (2) mois susvisé pendant lequel le BENEFICIAIRE peut procéder à la Livraison (ci-après « **la Date Limite de Livraison** »)
- Le délai entre la date d'engagement des Opérations éligibles et la date d'achèvement des travaux ne pourra pas excéder 6 mois.
- Le respect de l'obligation de Livraison du volume maximum, s'appréciera et sera constaté ou pas dans un délai de trente (30) jours après la Date Limite de Livraison.

Il est précisé que les stipulations du présent article qui trouvent leur application à compter de l'expiration du Contrat continueront bien sûr de produire leur effet après cette expiration, telle que définie à l'article 5.

### Volume maximum

Les Parties conviennent que les Opérations Eligibles engagés au titre du présent Contrat ne pourront représenter, sur toute la durée du Contrat, telle que définie à l'article 5, un volume de CEE supérieur à 300 000 000 kWh Cumac.

Ainsi, pendant la durée du Contrat le BENEFICIAIRE s'engage à la Réalisation d'un volume d'Opérations Eligibles donnant lieu, la Date Limite de Livraison, à la Livraison d'un volume total maximum de 300 000 MWh cumac (le « **Volume Maximum** »).

Le BENEFICIAIRE devra donc solliciter l'accord préalable de Greenyellow avant de procéder à la Réalisation de volumes de CEE excédant le Volume Maximum, faute de quoi Greenyellow pourra refuser et retourner au BENEFICIAIRE tout Dossier de Demande de CEE supplémentaire.

Les Dossiers de Demande de CEE qui seraient transmis à GREENYELLOW alors même que ce volume aurait été dépassé pourront être refusés et retournés au BENEFICIAIRE sans pouvoir donner lieu au paiement d'aucune Prime.

## 2. ROLE ACTIF ET INCITATIF DE GREENYELLOW - NATURE DE LA CONTRIBUTION DE GREENYELLOW

---

GREENYELLOW s'engage à apporter sa contribution exclusivement sous la forme du versement d'une participation financière dénommée « Prime », permettant la réalisation de l'Opération, à l'exclusion de la fourniture de toutes autres prestations de quelque nature que ce soit.

Cette Prime présente pour le BENEFICIAIRE un caractère incitatif préalable et nécessaire à sa décision d'engagement des Opérations Eligibles susmentionnées. Antérieurement au déclenchement de l'Opération d'efficacité énergétique réalisée par le BENEFICIAIRE, GREENYELLOW s'engage à apporter au BENEFICIAIRE sa contribution, matérialisant ainsi son rôle actif et incitatif en amont des Opérations engagées par le BENEFICIAIRE. A ce titre le BENEFICIAIRE reconnaît de façon pleine et entière le rôle moteur de GREENYELLOW dans le cadre du présent Contrat.

## 3. OBLIGATIONS DES PARTIES

---

### 3.1. OBLIGATIONS DE GREENYELLOW

### 3.1.1. Versement de la Prime

Greenyellow s'engage à apporter sa contribution à la réalisation des Opérations Eligibles au moyen du versement au BENEFICIAIRE de la Prime, dans les conditions définies au présent article 3.1.1.

#### Montant de la Prime

Pour chacune des Opérations Eligibles réalisées par le BENEFICIAIRE, Greenyellow lui sera redevable d'une Prime égale à :

$$\text{Prime CEE} = 85\% \times \text{Prix CEE} \times \text{Volume CEE}$$

Le Prix CEE, exprimé en €/MWhc, est défini en annexe 3.

Le Volume CEE, exprimé en MWhc, correspond à la quantité de CEE généré par une Opération Eligible.

#### Facturation et modalités de versement de la Prime

La Prime sera versée au BENEFICIAIRE en une (1) seule fois, par virement bancaire par GREENYELLOW sur le compte de la société BENEFICIAIRE, dans un délai de trente (30) jours ouvrés à compter de la date de réception de la facture qui sera émise par le BENEFICIAIRE :

- Après justification de l'achèvement des Opérations Eligibles par le BENEFICIAIRE et ;
- Confirmation faite par GREENYELLOW au BENEFICIAIRE de la valorisation des Dossiers de Demande de CEE correspondant dans les conditions de l'article 3.1.3 ci-après ;
- Ces deux conditions étant cumulatives.

Le BENEFICIAIRE émettra une facture du montant de la Prime correspondant aux Opérations Eligibles ayant fait l'objet d'une confirmation au titre de l'article 3.1.3 ci-après.

Sans confirmation de GREENYELLOW dans le délai de trente (30) jours visé à l'article 3.1.3 ci-après, le BENEFICIAIRE pourra facturer GREENYELLOW pour l'ensemble des Opérations Eligibles considérées.

Tout retard de paiement de la Prime entraînera de plein droit, dans les conditions de l'article L.441-10 du code de commerce, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, l'application de pénalités de retard sur les sommes dues au taux légal en vigueur.

Le paiement est fait sous réserve de la conformité des Dossiers de Demande de CEE et de leur validation par le PNCEE. A défaut, les stipulations de l'article 4.3 s'appliqueront.

### 3.1.2. Obligation d'information et de conseil

Le Dispositif CEE est régi par un certain nombre de lois, règlements et textes d'application (ci-après la « **Règlementation Applicable** ») et notamment, sans que cette liste soit limitative :

- Le code de l'énergie et en particulier les articles L. 221-1 et suivants et R.221-1 et suivants
- Le code de la consommation et notamment les articles L. 223-1 et suivants
- L'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur
- L'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie
- L'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du Dispositif CEE

GREENYELLOW est tenue d'une obligation d'information et de conseil à l'égard du BENEFICIAIRE, en l'informant autant que possible des évolutions de la Règlementation Applicable et en lui fournissant le modèle des attestations sur l'honneur mentionnées ci-dessus et qui doivent figurer au Dossier de Demande de CEE.

La présente obligation consiste en une obligation de moyens. Elle ne dispense pas le BENEFICIAIRE d'être diligent, de se renseigner sur les dispositions spécifiques qui s'appliquent à ses opérations et notamment sur l'évolution réglementaire des Fiches d'Opérations Standardisées applicables à ses Opérations Eligibles, et de solliciter l'assistance de Greenyellow en cas de question ou de doute sur le Dispositif CEE.

### 3.1.3. Accusé de réception des Dossiers – Confirmation de la valorisation des Dossiers de demande de CEE

Une fois tous les documents relatifs à un Dossier de Demande de CEE, GREENYELLOW dispose d'un délai de trente (30) jours pour procéder aux vérifications de la complétude de chaque Dossier et pour confirmer au BENEFICIAIRE, sous réserve de cette complétude, que les Dossiers de Demande de CEE concernés peuvent être valorisés au titre du Dispositif CEE et la Prime versée. Ladite confirmation ne vaut pas acceptation définitive de la conformité des Dossiers, lesquels peuvent faire l'objet de contrôles a posteriori, à l'initiative de GREENYELLOW ou du PNCEE. GREENYELLOW confirme au BENEFICIAIRE le montant des Primes dues au titre des Dossiers de Demande de CEE complets reçus et valorisables.

Dans l'hypothèse où la Règlementation Applicable, et notamment les Fiches d'Opérations Standardisées, prévoit un contrôle a posteriori systématique et obligatoire, la confirmation visée ci-dessus est donnée au BENEFICIAIRE dans un délai de trente (30) jours à compter de la réalisation du dernier contrôle opéré au titre des dossiers concernés.

En outre, GREENYELLOW peut réaliser, à ses frais, directement par elle-même ou par un organisme d'inspection accrédité choisi par elle, tout contrôle a posteriori sur les Dossiers de Demande de CEE ou les Opérations Eligibles réalisées.

En cas de non-conformité d'un Dossier de Demande de CEE, GREENYELLOW coopérera avec le BENEFICIAIRE en lui apportant toute information ou conseil permettant la régularisation du dossier concerné. Cette coopération ne saurait s'étendre à une assistance technique.

Faute de régularisation possible, GREENYELLOW pourra, à l'issue de ces vérifications et/ou contrôles, refuser un Dossier de Demande de CEE, en respectant les stipulations de l'article 4 ci-après.

#### 3.1.4. Dépôt, traçabilité, archivage des Dossiers

GREENYELLOW s'engage à procéder à l'ensemble des formalités de dépôt des Dossiers de Demande de CEE conformes auprès du PNCEE (ou de toute autre Autorité Administrative compétente) et d'enregistrement des dossiers CEE correspondant aux Opérations Eligibles réalisées. Dans ce cadre, elle s'engage à être diligente et répondre, dans les meilleurs délais, à toutes les demandes du PNCEE (ou de toute autre Administration compétente) quant à l'instruction du Dossier de Demande de CEE.

GREENYELLOW s'engage à assurer la traçabilité des Dossiers de Demande de CEE (copie du dossier, sauvegarde de l'accusé de réception émis par l'Autorité Compétente) ainsi que l'archivage, pendant la durée prévue par la Règlementation Applicable, de tous les éléments nécessaires au dépôt du Dossier de Demande de CEE et à la délivrance des CEE, y compris les éventuels compléments de pièces transmis par le BENEFICIAIRE dans le cadre d'un contrôle.

Le cas échéant, elle communiquera au BENEFICIAIRE toute demande de compléments formulée par l'Autorité Compétente ou l'informera de toute procédure de contrôle dans les conditions prévues à l'article 4 ci-après.

Conformément à la Règlementation Applicable, tous les contrats permettant de faire le lien entre GREENYELLOW et le BENEFICIAIRE sont archivés par GREENYELLOW.

### 3.2. OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

#### 3.2.1. Constitution et transmission des Dossiers de Demande de CEE

Le BENEFICIAIRE s'engage à fournir à GREENYELLOW tous les éléments nécessaires relatifs aux Dossiers de Demande de CEE tels que visés en Annexe 1 en version originale. Il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens requis pour que ces éléments soient conformes à la Règlementation Applicable.

Avant réalisation des travaux, le BENEFICIAIRE s'engage à :

- Envoyer à GREENYELLOW, pour validation, conformément à la Règlementation Applicable, le document formalisant l'engagement de réaliser les travaux éligibles au Dispositif CEE, signé avec un prestataire de travaux le cas échéant ; ordre de service, bon de commande, devis

ou tout autre contrat, etc (ci-après le « **Document d'engagement** »). Le Document d'engagement devra contenir toutes les mentions prévues par la Règlementation Applicable ; il servira de base à l'estimation de la Prime par GREENYELLOW et devra être validé par elle avant signature.

- Prévenir GreenYellow qu'une Opération Eligible a été engagée au plus tard 15 jours après la date de signature de l'engagement de l'opération, sans quoi GreenYellow pourra refuser le Dossier de Demande de CEE, et ne sera pas tenu de verser de rémunération au Partenaire

Après réalisation des travaux, le BENEFCIAIRE s'engage à livrer à GREENYELLOW, les Dossiers de Demande de CEE, tel que défini à l'article 1.2, contenant notamment :

- Le document attestant de la bonne réalisation de l'Opération Eligible (facture, procès-verbal de réception, etc.) daté, signé et tamponné par le BENEFCIAIRE et le BENEFCIAIRE ayant réalisé l'opération, et comportant le nom et la qualité des signataires, conformément à la Règlementation Applicable ;
- Le cas échéant, s'il ne s'agit pas du document visé à l'alinéa précédent, envoyer la facture, correspondante au Document d'engagement, signée, tamponné avec le nom et la qualité du signataire et les attestations sur l'honneur originales portant signature manuscrite telles qu'exigées par la Règlementation Applicable ;
- Et toutes les autres pièces constitutives des Dossiers de Demande de CEE telles que prévues par la Règlementation Applicable et notamment l'Arrêté du 4 septembre 2014, ainsi que par les Fiches d'Opérations Standardisées. En cas de modification de la Règlementation Applicable, le BENEFCIAIRE transmettra à GREENYELLOW toute pièce nouvelle requise par ladite réglementation.

Le BENEFCIAIRE transmettra à GREENYELLOW les dossiers originaux, sur le site de GREENYELLOW – 1 Terrasse Bellini – Tour Initiale - Service CEE - 24ème étage 92800 Puteaux

Le BENEFCIAIRE s'engage irrévocablement et sans réserve à autoriser exclusivement GREENYELLOW à déposer sur son propre compte les Dossiers de Demande de CEE correspondant aux Opérations Eligibles engagées, et/ou ayant fait l'objet d'une demande d'estimation de valorisation auprès de la cellule CEE de GREENYELLOW.

Par conséquent, le BENEFCIAIRE s'engage à :

- Ce que chaque Dossier de Demande de CEE transmis à GREENYELLOW n'a en aucun cas été transmis ou ne soit transmis par la suite à un autre opérateur éligible à déposer des demandes de CEE, de manière à s'assurer qu'aucun dossier ne puisse être valorisé plusieurs fois au titre du Dispositif CEE ;
- Ne jamais déposer pour son propre compte un Dossier de Demande de CEE transmis à GREENYELLOW en vue de l'obtention des CEE associés ;

### 3.2.2. Réalisation des travaux

Le BENEFICIAIRE s'engage à mettre en œuvre tous les moyens requis pour que les Opérations Eligibles réalisées soient conformes à la réglementation.

En cas de réalisation des travaux par le BENEFICIAIRE directement, celui-ci s'engage à réaliser les travaux en stricte conformité avec les critères d'éligibilité spécifiés sur les Fiches d'Opérations Standardisées et sur l'attestation sur l'honneur signée par lui. Il restera le seul responsable de la conformité des travaux réalisés au Document d'engagement. Le matériel installé devra respecter en tout point les Fiches d'Opérations Standardisées.

En cas de réalisation des travaux par un ou plusieurs prestataires intervenant pour le compte du BENEFICIAIRE, le BENEFICIAIRE veillera à sélectionner des professionnels du métier disposant de toutes les qualifications, compétences et savoir-faire technique requis pour mener à bien les travaux. Il sera seul responsable de veiller à la conformité des travaux réalisés par le prestataire avec les critères d'éligibilité spécifiés sur les Fiches d'Opérations Standardisées et sur l'attestation sur l'honneur signée par lui.

### 3.2.3. Conformité des dossiers

Le BENEFICIAIRE s'engage à coopérer de bonne foi en cas de contrôle effectué par GREENYELLOW, ses prestataires ou lors de tout contrôle de l'Autorité Compétente, et à communiquer dans ce cadre tout document sollicité dans le délai prévu.

Il s'engage, en cas de Dossier de Demande de CEE non conforme, à apporter tout élément complémentaire qui pourrait s'avérer nécessaire et apportera tout son concours pour corriger la non-conformité constatée. Si une telle correction s'avère impossible, il est tenu au remboursement de la Prime éventuellement déjà versée dans les conditions de l'article 4 ci-après.

## 4. DOSSIER NON CONFORME – REMBOURSEMENT DE LA REMUNERATION

---

### 4.1. MODIFICATION DU VOLUME DE CEE

Dans le cas où suite à une modification des travaux effectivement réalisés, ou d'une correction des études de dimensionnement, le volume de CEE d'une Opération Eligible est différent de celui qui avait été initialement prévu dans le Document d'engagement, ou dans le cas où le PNCEE juge nécessaire la modification du volume de CEE générés par l'Opération Eligible, que ce soit lors du dépôt du Dossier de Demande de CEE ou durant les 6 années suivant la validation initiale des CEE, la Prime versée au BENEFICIAIRE sera recalculée par GREENYELLOW en fonction du nouveau volume de CEE finalement calculé. Si le montant de la Prime recalculée est supérieur au montant initialement prévu, Greenyellow payera la différence au BENEFICIAIRE dans un délai de 30 jours. Si le



montant de la Prime recalculée est inférieur au montant initialement prévu, le BENEFCIAIRE remboursera la différence à Greenyellow dans les conditions de l'article 4.3 ci-après.

#### 4.2. DOSSIERS NON CONFORMES

Le BENEFCIAIRE garantit à GREENYELLOW la stricte exactitude et exhaustivité de l'ensemble des informations et documents transmis dans le cadre des Dossiers de Demande de CEE. Par conséquent, le BENEFCIAIRE sera présumé responsable des éventuelles non-conformités (i) justifiant un refus par GREENYELLOW des Dossiers de Demande de CEE ou (ii) un refus de délivrance de CEE ou une annulation de CEE délivrés par le PNCEE ou l'Autorité Compétente.

Jusqu'à l'expiration du délai de 30 jours visé à l'article 3.1.3, GREENYELLOW se réserve le droit de refuser tout dossier ne respectant pas les règles et les conditions décrites dans le Contrat, notamment pour les motifs suivants :

- Communication d'un dossier incomplet ;
- Non-conformité d'un dossier pour non-respect des conditions visées par la Réglementation Applicable.

Le BENEFCIAIRE sera notifié par courrier électronique de la décision de GREENYELLOW de refuser un dossier avant l'expiration du délai de 30 jours susvisé.

Passé ce délai, et nonobstant l'acceptation ou l'absence de refus des dossiers par GREENYELLOW, GREENYELLOW pourra à son initiative ou sur demande de l'Autorité Compétente, mener ou faire mener toute opération de contrôle administratif ou sur site, a posteriori, pour vérifier la réalité des opérations d'économies d'énergie réalisées.

Dans l'hypothèse où les contrôles menés par GREENYELLOW ou ses prestataires révéleraient des non-conformités, GREENYELLOW aura le droit, à tout moment en cours d'exécution du Contrat, de refuser tout Dossier de Demande de CEE qui se révélerait incomplet ou non-conforme à la Réglementation Applicable quand bien même il aurait déjà fait l'objet du versement de la Prime et/ou aurait déjà été transmis à l'Autorité Compétente. La non-conformité s'entend comme tout défaut susceptible de rendre le Dossier de Demande de CEE irrecevable au titre de la Réglementation Applicable au Dispositif.

Dans un tel cas, GREENYELLOW doit informer par courrier électronique le BENEFCIAIRE du refus du Dossier de Demande de CEE et du motif de refus en lui permettant de faire valoir ses observations dans un délai de 30 jours (sauf délai plus court exigé par l'Autorité Compétente). Si aucune solution ne peut être trouvée à l'issue de ce délai, le Dossier de Demande de CEE sera définitivement refusé.

Le BENEFCIAIRE devra coopérer et apporter dans les meilleurs délais à GREENYELLOW tout document et information utile dans le cadre de ces contrôles et/ou à transmettre à l'Autorité Compétente.



#### 4.3. REMBOURSEMENT

En cas de refus par GREENYELLOW ou l'Autorité Compétente d'un Dossier de Demande de CEE ou en cas d'annulation a posteriori par l'Autorité Compétente d'un Dossier de Demande de CEE, GREENYELLOW en informera le BENEFICIAIRE dans les meilleurs délais.

Dans ce cas, le BENEFICIAIRE s'engage à procéder au remboursement de la Prime versée par GREENYELLOW au titre du ou des Dossiers refusés ou invalidés.

Dans le cas où des règlements ultérieurs sont prévus au plus tard dans les deux (2) mois à la demande de remboursement de GREENYELLOW au titre de nouveaux Dossiers de Demande de CEE, le montant du remboursement sera payé par compensation avec le montant de la Prime correspondant à ces nouveaux dossiers et ce pendant la durée du Contrat.

A défaut de règlements ultérieurs ou si ceux-ci sont insuffisants pour couvrir les montants à rembourser, le montant à verser au titre du remboursement sera exigible à première demande de GREENYELLOW.

Le BENEFICIAIRE s'engage de manière irrévocable à rembourser l'intégralité des sommes dues dans un délai de 15 jours à compter de la demande qui lui en aura été faite par courrier recommandé avec demande d'accusé de réception, par GREENYELLOW.

Tout retard de paiement de la Prime entraînera de plein droit, dans les conditions de l'article L.441-10 du code de commerce, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, l'application de pénalités de retard sur les sommes dues au taux légal en vigueur.

Les Parties conviennent expressément que cette clause restera en vigueur y compris après résiliation du Contrat, jusqu'à expiration de la durée de contrôle possible par le PNCEE ou par toute Autorité Compétente sur les opérations concernées par le présent Contrat.

Le remboursement susvisé ne fait pas obstacle à l'éventuelle mise en jeu de la responsabilité du BENEFICIAIRE dans les conditions prévues ci-après.

#### 5. DUREE

---

Le présent Contrat prend effet à sa signature et restera en vigueur jusqu'à la fin de la 5ème Période du Dispositif CEE telle que prévue par la Réglementation Applicable, soit le 31 décembre 2025.

Le Contrat continuera de produire ses effets pour toute Opération Eligible dont il pourra être attesté que le Document d'engagement a été signé avant l'expiration de la 5ème période du dispositif CEE, à savoir jusqu'au 31 décembre 2025, et ce quand bien même les travaux seraient achevés et/ou le Dossier de Demande de CEE instruit postérieurement à cette date.

## 6. RESPONSABILITE ET ASSURANCES

---

### 6.1. RESPONSABILITE

Chacune des Parties agit en son nom propre et sous sa seule responsabilité. Les Parties déclarent et reconnaissent qu'elles sont et demeurent, pendant toute la durée du Contrat, des partenaires commerciaux et professionnels indépendants, assurant chacune les risques de sa propre activité. Chacune des Parties ne pourra en aucun cas être considérée comme le mandataire, l'agent ou le représentant de l'autre et ne pourra agir ni s'engager au nom de l'autre Partie.

Les Parties s'engageant à déployer leurs meilleurs efforts et à mettre l'ensemble des moyens et outils dont elles disposent dans le cadre de l'exécution des présentes ne seront tenues qu'à une obligation de moyens, et ne pourront pas voir leur responsabilité engagée pour le cas où les CEE ne seraient pas obtenus, l'attribution des CEE relevant uniquement de l'appréciation souveraine du Pôle national des CEE (ou de toute autre Autorité Administrative compétente).

Chaque Partie s'engage à respecter les obligations relatives à la Réglementation Applicable et à tenir l'autre étroitement informée de toute réforme ou événement qui pourrait modifier l'exécution du Contrat.

La responsabilité de la société GREENYELLOW ne saurait être recherchée ou engagée concernant des informations qui seraient jugées par le Pôle national des CEE (ou toute autre Autorité Administrative compétente) inexactes.

Dans ce cas, la société GREENYELLOW se réservera le droit de réclamer au BENEFICIAIRE la totalité des pénalités financières qui lui seraient infligées par le Pôle national des CEE au titre des manquements qui auraient été constatés et pour lesquels la société GREENYELLOW ne serait pas responsable.

En revanche, dans le cas où les CEE ne seraient pas obtenus en raison du manque de diligences de la société GREENYELLOW dans le cadre du dépôt des dossiers de demande de CEE, le BENEFICIAIRE pourra engager sa responsabilité contractuelle dans les conditions du droit commun.

## 6.2. ASSURANCES

Chacune des Parties souscrit et maintient pendant toute la durée du Contrat, à ses propres frais, pour des montants suffisants les polices d'assurances nécessaires auprès de compagnies notoirement solvables pour couvrir les responsabilités et les dommages qu'elle pourrait encourir du fait de l'exécution du Contrat, et notamment toutes les polices d'assurances rendues obligatoires par la loi en vigueur.

Ces polices d'assurance n'exonèrent en aucun cas les Parties de leurs responsabilités. Les Parties demeureront notamment redevables des dommages dont les conséquences financières ne seraient pas, en tout ou partie, prises en charge au titre des polices ou des garanties d'assurances.

## 7. RESILIATION

---

En cas de manquement par l'une des Parties à tout ou partie des obligations mises à sa charge par le Contrat, l'autre Partie pourra, immédiatement et de plein droit, résilier le Contrat à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la date de réception par la partie défaillante d'une mise en demeure envoyée par courrier recommandée avec demande d'accusé de réception, restée sans effet.

La résiliation du Contrat, indépendamment de sa cause, n'éteint pas les dispositions des articles 4, 6, 10 et 16 du Contrat qui continueront de produire effet.

## 8. NON EXCLUSIVITE

---

Le Contrat ne comporte aucune obligation d'exclusivité entre les Parties. Le BENEFCIAIRE et/ou ses filiales pourront, ainsi, contracter des conventions similaires avec des concurrents de la société GREENYELLOW. IL est néanmoins précisé que les Opérations Eligibles visées au présent Contrat donneront lieu exclusivement à des demandes de CEE déposées par GREENYELLOW et ne pourront donner lieu à d'autres délivrances de certificats d'économies d'énergie.

## 9. COMMUNICATION

---

Les Parties s'autorisent mutuellement à mentionner leurs raisons sociales respectives au titre des références commerciales, et faire figurer leurs noms, marques et logos respectifs dans tous documents commerciaux et sur leurs sites Internet pendant toute la durée du Contrat.

Cette autorisation à titre gratuit et révocable ne pourra pas être considérée comme une action contrevenant à l'obligation de confidentialité exposée ci-dessous.

Cette autorisation ne pourra aucunement être considérée la concession de droits de propriété intellectuelle notamment sur les marques et logos, propriété exclusive de chacune des Parties.

Toute communication réalisée par l'une des Parties devra être transmise à l'autre préalablement à sa publication afin de s'assurer qu'elle ne porte pas atteinte à son image et à sa réputation. Une validation expresse devra ainsi, en tout état de cause, être recueillie par tous moyens de preuve écrite.

## 10. CONFIDENTIALITE

---

Les Parties s'engagent à conserver le Contrat strictement confidentiel.

Aucune Partie ne divulguera et ne laissera divulguer l'existence et/ou tout ou partie du Contrat à des tiers sauf :

- avec l'accord préalable de l'autre Partie ; étant ici précisé que , par la présente, le BENEFICIAIRE autorise d'ores et déjà GreenYellow à communiquer sur le projet et/ou le partenariat à des fins commerciales, promotionnelles ou de communication sur (i) les sites Internet GreenYellow.fr / .br / .cl / .com , (ii) les réseaux sociaux, et (iii) les supports de présentation de la société, de ses métiers et de ses offres ; toute communication à des fins autres que celles-ci-avant indiquées et/ou sur tout autre support devra faire l'objet d'un accord préalable expresse du BENEFICIAIRE. Il est convenu entre les Parties que tout document lié au Contrat faisant apparaître le nom et/ou logo de la société GreenYellow devra impérativement faire l'objet d'une approbation préalable écrite de la part de cette dernière ;
- si la révélation de certaines informations était requise par l'Autorité Compétente ou toute autorité en vertu d'une obligation légale ou réglementaire ;
- afin d'en garantir la bonne exécution.

L'engagement de non-divulgaration pris par les Parties restera en vigueur pendant toute la durée du Contrat et, à son terme, pendant une durée de trois (3) ans.

## 11. LUTTE ANTI-CORRUPTION

---

GreenYellow attache une importance toute particulière à la lutte contre la fraude, la corruption, le trafic d'influence, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Le BENEFICIAIRE s'engage tant pour elle-même que pour ses employés, agents, représentants ou personnes agissant pour son compte à :

- Respecter toute réglementation applicable en matière de lutte contre la fraude, la corruption, le trafic d'influence, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- Ne faire, par action ou par omission, rien qui serait susceptible d'engager la responsabilité de GreenYellow au titre du non-respect de toute réglementation applicable en matière de lutte contre la fraude, la corruption, le trafic d'influence, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- Mettre en place et maintenir toutes les politiques et procédures internes nécessaires au bon respect de toute réglementation applicable en matière de lutte contre la fraude, la corruption, le trafic d'influence, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- Informer GreenYellow sans délai de tout événement qui serait porté à sa connaissance et qui pourrait avoir pour conséquence le non-respect de toute réglementation applicable en matière de lutte contre la fraude, la corruption, le trafic d'influence, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- Fournir toute assistance nécessaire à GreenYellow pour répondre à toute demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la fraude, la corruption, le trafic d'influence, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Il est par conséquent expressément entendu entre les Parties que le BENEFICIAIRE tant pour elle-même que pour ses employés, agents, représentants ou personnes agissant pour son compte s'interdit directement ou indirectement, de réaliser, participer ou d'exécuter tout acte, démarche ou tentative pouvant contrevenir aux textes et principes précités.

A ce titre, le BENEFICIAIRE s'engage à respecter en tous points les dispositions de la « Déclaration d'intégrité » figurant en **Annexe 2**.

GreenYellow pourra décider de mettre un terme immédiat au contrat si le BENEFICIAIRE contrevient aux principes énoncés dans la Charte Ethique ou aux engagements souscrits aux termes de la Déclaration d'intégrité figurant en Annexe.

Le BENEFICIAIRE déclare et garantit qu'il ne paiera pas, ne proposera pas, ne promettra pas, n'acceptera pas, de payer, ou faire payer, proposer, promettre ou accepter de payer, directement ou indirectement, au titre du Contrat ou des marchés qui en résulteront, tout contribution, frais, commissions ou autre avantage ou tout autre objet de valeur, à un quelconque individu qui serait en position de tirer un avantage pécuniaire injustifié ou autre avantage lié au Contrat, d'exercer une influence sur tout acte ou décision, d'inciter à user d'une influence.

Le BENEFICIAIRE s'interdit en outre de distribuer directement ou indirectement une partie quelle qu'elle soit du paiement de tout montant dû et exigible en vertu du Contrat, de quelle manière que ce soit, à destination de GreenYellow et/ou de tout tiers et/ou d'accepter tout cadeau ou paiement

de toute nature dès lors que le donateur ou le payeur cherche à influencer l'exécution des obligations du BENEFICIAIRE en vertu du Contrat et les marchés qui résultent dudit Contrat, quelle qu'en soit la manière.

Agents Publics : Le BENEFICIAIRE déclare et garantit qu'à cette date et pendant toute la durée du Contrat, aucun partenaire, propriétaire le cas échéant, mandant ou personne, directement ou indirectement employé ou engagé par le BENEFICIAIRE :

- n'est un responsable, un représentant ou un membre du personnel d'un gouvernement, d'une entité publique ou contrôlée par les pouvoirs publics ou d'une organisation internationale de droit public, ou une personne habilitée officiellement à agir au nom ou pour le compte de l'une des entités susmentionnées, ou d'un parti politique, un responsable d'un parti ou un candidat à des fonctions politiques, ou une personne exerçant des responsabilités au sein de l'administration, ou un membre d'un organe législatif (de nature parlementaire) d'un pays quel qu'il soit (ci-après ensemble, un "Agent public") et qu'aucune partie des sommes ou contreparties versées en vertu des présentes n'est acquise au profit d'un tel Agent public ;
- N'a de relation de parenté proche ou d'étroites relations d'affaires avec un Agent public ; ou
- N'occupe des postes, n'a des liens de parenté ou n'appartient à des cercles qui pourraient créer un doute sur la crédibilité des sociétés et des marchés des sociétés appartenant à GreenYellow;

Le BENEFICIAIRE déclare et garantit qu'il n'a pas payé, proposé, promis ou accepté de payer, ou fait payer, proposer, promettre ou accepter de payer, au titre de ses prestations dans le cadre du Contrat ou des marchés qui en résultent, toute somme d'argent (y compris les contributions politiques, les honoraires, les commissions ou tout autre avantage pécuniaire injustifié) ou tout objet de valeur, directement ou indirectement, à un Agent public, quel qu'il soit, et s'engage à ne pas le faire dans l'avenir.

Le BENEFICIAIRE s'engage à ce que ni lui ni aucun de ses directeurs, cadres, employés, conseillers ou actionnaires agissant en son nom, à propos de ses prestations dans le cadre du Contrat ou des marchés qui en résultent, n'offrira, ne paiera, ne promettra ou n'acceptera de payer, ou n'autorisera le don d'argent (y compris les contributions politiques, les frais, commissions ou autre avantage pécuniaire injustifié) ou tout autre objet de valeur à aucun Agent public ou à toute autre personne, en sachant ou en étant informé qu'il y a une forte probabilité ou en ayant de bonnes raisons de croire que tout ou partie de cette somme d'argent ou de cet objet de valeur sera offert(e), donné(e) ou promis(e), directement ou indirectement, à un Agent public quel qu'il soit à effet:

- D'exercer une influence sur tout acte ou décision dudit Agent public de par ses fonctions officielles, y compris une décision portant sur une non-exécution de ses fonctions officielles ; ou
- D'inciter ledit Agent public à user de son influence auprès d'un gouvernement ou instrumentalité dudit gouvernement pour influencer sur tout acte ou toute décision dudit gouvernement ou instrumentalité,
- Afin d'aider GreenYellow à obtenir ou retenir des marchés ou un avantage pour ou auprès de tout tiers, ou à orienter des marchés vers une tierce partie.

Le BENEFICIAIRE s'interdit en outre :

- De distribuer une partie quelle qu'elle soit du paiement des montants dus et exigibles en vertu du Contrat, de quelle manière que ce soit, à ou à destination de GreenYellow ou de ses filiales ou à un membre du personnel de celle-ci ;
- D'accepter tout cadeau ou paiement de toute nature dès lors que le donateur ou le payeur cherche à corrompre et à influencer l'exécution des obligations du BENEFICIAIRE en vertu du Contrat et les marchés qui résultent dudit Contrat, quelle qu'en soit la manière.

Le BENEFICIAIRE reconnaît que GreenYellow a signé le Contrat avec le BENEFICIAIRE essentiellement sur la base des déclarations, garanties et engagements de ce dernier.

Par conséquent, nonobstant toute disposition contraire dans les présentes, si GreenYellow a des raisons de croire que le BENEFICIAIRE a agi ou pourrait agir en violation de lois anticorruption ou en violation des déclarations, garanties et engagements ci-dessus, GreenYellow pourra retenir les prochains paiements en vertu du Contrat jusqu'à ce qu'elle reçoive la confirmation satisfaisante qu'aucune violation n'a eu lieu ou n'aura lieu. En l'absence d'une telle confirmation dans les 15 jours, le Contrat sera automatiquement résilié de plein droit et sans mise en demeure.

En cas de violation par le BENEFICIAIRE, ses directeurs, cadres, employés ou conseillers, des dispositions stipulées ci-dessus, le BENEFICIAIRE, ses directeurs, cadres, employés ou conseillers seront responsables à l'égard de GreenYellow en matière contractuelle, délictuelle ou autre, pour tous les préjudices ou pertes (directes ou indirectes) de bénéfices, de marchés ou de bénéfices ou économies anticipés ou pour tout dommage ou perte indirecte subi(e) par GreenYellow ou par ses actionnaires directs et indirects.

## 12. INDEPENDANCE DES PARTIES

---

Les Parties déclarent et reconnaissent qu'elles sont et demeureront pendant toute la durée d'exécution et d'application du Contrat, des partenaires commerciaux et professionnels indépendants, assurant chacune les risques de sa propre activité.

## 13. DISPOSITIONS DIVERSES

---

Si une quelconque stipulation du Contrat s'avérait nulle, illégale ou inapplicable pour quelque raison que ce soit, elle serait réputée non écrite sans pour autant entraîner la nullité du Contrat ni altérer la validité de ses autres stipulations, sauf si l'une des Parties prouve que la stipulation annulée était une condition essentielle et déterminante sans laquelle elle n'aurait pas contracté.



En cas de difficulté d'interprétation entre les Conditions Particulières et le contenu du Contrat, les Conditions Particulières prévaudront sur le contenu du Contrat. En cas de difficulté d'interprétation entre le titre de l'un quelconque des articles et le contenu de cet article, ledit contenu prévaudra sur le titre dudit article.

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'un article quelconque du Contrat ou ne se prévale de son inexécution, ne peut être interprété comme une renonciation de cette Partie au bénéfice dudit article.

Toute modification du Contrat devra impérativement faire l'objet d'un avenant écrit aux présentes dûment signé par les Parties.

Toute notification réalisée au titre du Contrat est considérée comme effectuée lorsqu'elle est envoyée en courrier recommandé avec avis de réception au domicile élu par l'autre Partie. Pour l'exécution des présentes, les Parties élisent domicile en leurs sièges sociaux respectifs, mentionnés en tête des présentes. Tout changement de domicile d'une des Parties doit faire l'objet d'une notification à l'autre Partie dans les meilleurs délais.

Tous les délais exprimés au présent Contrat et dans les annexes se calculent en jours calendaires.

## 14. CESSIION – INTUITU PERSONAE

---

GREENYELLOW se réserve le droit de céder ou transmettre le Contrat à tout tiers ou toute entité qui viendrait se substituer à GREENYELLOW sur simple information faite au BENEFICIAIRE. Le Contrat se poursuivra alors normalement et l'ensemble de ses dispositions resteront applicables.

## 15. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

---

En cas de traitement de données personnelles par l'une ou l'autre des Parties pour les besoins du contrat, chaque Partie s'engage à respecter les dispositions du droit applicable, y compris le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, en sa qualité de responsable de traitement.

En particulier, chaque Partie s'engage à informer les personnes concernées des finalités et moyens du traitement effectué, obtenir leur consentement préalable si nécessaire et leur permettre d'exercer leurs droits.

## 16. LOI APPLICABLES ET LITIGES

---



Le Contrat est soumis à la loi française.

Avant toute action contentieuse, les Parties chercheront, de bonne foi, à régler à l'amiable leurs différends relatifs à la validité, l'exécution et à l'interprétation du Contrat. Les Parties devront se réunir afin de confronter leurs points de vue et effectuer toutes constatations utiles pour leur permettre de trouver une solution au conflit qui les oppose.

Les Parties s'efforceront de trouver un accord amiable dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification par l'une d'elle de la nécessité d'un accord amiable, par lettre recommandée avec avis de réception.

Les Parties entendent conférer à cette recherche de solution amiable une pleine force contractuelle. De commune volonté des Parties, l'action en justice engagée par l'une d'elles en inobservation de cette procédure sera irrecevable.

Il est également convenu que, nonobstant les stipulations ci-dessus, les Parties conservent en toutes circonstances la faculté d'agir par devant la juridiction des référés sur le fondement notamment des articles 145, 872 et 873 du Code de Procédure Civile.

En cas d'échec dans la recherche de solution amiable, tout différend né du Contrat sera soumis aux Tribunaux compétents de Paris.

Fait à \_\_\_\_\_

en double exemplaire dont un pour chaque Partie,

Pour GREENYELLOW

Nom : BUTTE

Prénom : Romain

Fonction : Directeur Général

Date : .....

Cachet et signature

Pour COMMUNE DE MONTPELLIER

Nom : DELAFOSSE

Prénom : Michaël

Fonction : Maire

Date : .....

Cachet et signature



**Attestation sur l'honneur dûment complétée :**

- Partie A complétée
- Partie B complétée, datée et signée
- Partie C complétée, datée et signée
- Mentions finales



Information technique obligatoire sur la facture par type de travaux

Fiche standardisées	Informations obligatoires sur la facture
BAT-TH-127	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le document de preuve de réalisation de l'opération produit à l'appui de la demande de certificats d'économies d'énergie comporte les extraits d'intérêt du contrat de fourniture de chaleur mentionnant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les parties signataires et leurs signatures (nom ou raison sociale, adresse et représentants) ;</li> <li>- la puissance souscrite ;</li> <li>- la date de signature du contrat et celle de sa prise d'effet ou de la première livraison de chaleur ;</li> <li>- la désignation, l'adresse et la surface chauffée desservie par le réseau de chaleur lors de ce raccordement.</li> </ul> </li> </ul>

## ANNEXE 2 - DECLARATION D'INTEGRITE

---

1. Le BENEFICIAIRE déclare et garantit ne pas être dans l'un des cas suivants :

- Avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans pour des actes de corruption, de trafic d'influence ou de blanchiment d'argent ;
- Être, directement ou indirectement, dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
  - Avoir des relations d'affaires ou familiales, directement ou indirectement, avec un membre de GREENYELLOW impliqué dans le processus de sélection ou le contrôle du Contrat ou les paiements en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de GREENYELLOW et résolu à sa satisfaction ;
  - Entretenir directement ou indirectement des contacts avec un membre de GREENYELLOW lui permettant d'avoir accès à des informations confidentielles relativement à GREENYELLOW en lien avec ses offres ou d'influencer directement ou indirectement les décisions de GREENYELLOW;

2. Le BENEFICIAIRE s'engage à communiquer sans délai à GREENYELLOW tout changement de situation au regard des points qui précèdent ainsi que toute situation éventuelle de conflit d'intérêts, qui pourrait venir perturber le processus de négociation existant ou à venir. Le cas échéant, le BENEFICIAIRE s'engage à prendre toute mesure nécessaire pour y remédier ou en limiter les effets.

3. Dans le cadre de la négociation/conclusion et de l'exécution du Contrat :

- Le BENEFICIAIRE n'a pas commis et ne commettra pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires afin d'obtenir un bénéfice illégitime ;
- Le BENEFICIAIRE n'a pas commis et ne commettra pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à ses obligations légales ou réglementaires lui incombant afin d'obtenir un bénéfice illégitime ;
- Le BENEFICIAIRE n'a pas promis, offert ou accordé et ne promettra pas, n'offrira pas ou n'accordera pas, directement ou indirectement, à (i) toute personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire dans le pays dans lequel est exécuté le Contrat, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre personne qui exerce une fonction, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre personne définie comme agent public dans le pays dans lequel est exécuté le Contrat, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou

entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles ;

- Le BENEFICIAIRE n'a pas promis, offert ou accordé et ne promettra pas, n'offrira pas ou n'accordera pas, directement ou indirectement, à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles ;
- Le BENEFICIAIRE s'engage à respecter et à mettre en place les moyens nécessaires pour s'assurer du respect par l'ensemble de ses employés, agents, représentants, ou personnes agissant pour son compte, des dispositions qui précèdent et plus généralement des lois et réglementations en vigueur en matière de corruption, de trafic d'influence, de blanchiment d'argent et de conflits d'intérêts.

4. Le BENEFICIAIRE reconnaît que GREENYELLOW peut prendre toute mesure appropriée afin de s'assurer du respect des règles éthiques qui précèdent notamment le droit de mettre un terme immédiat aux discussions ou de résilier le Contrat dans l'hypothèse où le BENEFICIAIRE se serait livré à des actes de corruption ou de fraude pendant la procédure de négociation/conclusion du Contrat ou lors de l'exécution de celui-ci sans que le BENEFICIAIRE ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de GREENYELLOW, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d'informer GREENYELLOW lorsqu'il a eu connaissance de telles manœuvres.

5. Aux fins d'application de la présente annexe, les termes employés sont définis comme suit :

- GreenYellow désigne : la société GreenYellow et l'ensemble de ses filiales et sociétés contrôlées.
- Le BENEFICIAIRE désigne : l'entité signataire du Contrat, l'ensemble de ses filiales et sociétés contrôlées intervenantes dans l'exécution du Contrat, le cas échéant, et leurs employés et personnes agissant pour leur compte.

La corruption d'agent public est :

- Le fait de promettre, d'offrir ou d'accorder à un agent public, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles ;
- Le fait pour un agent public de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

Un agent public est:

- Toute personne qui détient un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique ;
- Toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public ;

La corruption de personne privée (autre qu'un agent public) est :

- Le fait de promettre, d'offrir ou d'accorder, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature à toute personne, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin que, en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles, elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte ;
- Le fait pour toute personne de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.

La fraude désigne :

- Toute manœuvre déloyale (action ou omission), qu'elle soit ou non pénalement incriminée, destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments ou à surprendre ou vicier son consentement, contourner des obligations légales ou réglementaires afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

## ANNEXE 3 – Prix CEE

### 1- Indice de Prix

Le Prix CEE est révisé trimestriellement en fonction de l'indice Mensuel de la plateforme d'échange CEE C2E Market (<https://market.c2emarket.com/>).

Si cette plateforme venait à disparaître, à être remplacée, ou si les parties trouvent un accord pour ne plus l'utiliser, les parties pourront choisir un nouvel indice sur lequel définir le Prix CEE. Dans le cas où les parties n'arrivent pas à tomber d'accord sur le nouvel indice à utiliser, alors l'une des parties pourra résilier le présent contrat en envoyant un courrier recommandé avec accusé de réception à l'autre partie. La date de résiliation sera effective 15 jours après la date d'envoi de cette dernière, sans que cela ne puisse impacter les Opérations Eligibles déjà en cours.

### 2- Actualisation du Prix CEE

Le Prix CEE devra s'actualiser tous les trimestres en fonction de la date de durée de validité du prix et de la fin prévisionnelle des travaux :

Trimestre	Durée de validation du prix	Mois de référence (M-2 avant le mois concerné par l'actualisation du prix)	Indice utilisé (M+6 date d'engagement)
T1	1/01/24 au 31/03/24	Novembre 2023	S2 2024
T2	1/04/24 au 30/06/24	Février 2024	S2 2024
T3	1/07/24 au 30/09/24	Mai 2024	S1 2025
T4	1/10/24 au 31/12/24	Aout 2024	S1 2025

L'actualisation de prix devra avoir été envoyée par GreenYellow au Partenaire au moins 10 jours avant la date d'actualisation.

Les Opérations Eligibles utiliseront le prix correspondant au Prix CEE en vigueur à la date d'engagement de l'Opération.

**CONVENTION D'INCITATION A LA REALISATION D'ECONOMIES D'ENERGIES**  
**dans le cadre du dispositif « Coup de pouce chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et**  
**tertiaires »**

---

Entre

**COMMUNE DE MONTPELLIER (MAIRIE)**

Immatriculée sous le numéro de SIREN : 213401722

Dont le siège social se situe au : 1 PLACE GEORGES FRÊCHE 34070 MONTPELLIER

Représentée par \_\_\_\_\_ en tant que \_\_\_\_\_  
Déclarant être dûment habilité(e) à cet effet, ci-après désigné « **le CLIENT** »,

Et

**La société OFEE**

S.A.S. au capital de 425 006,00 €

Siège social : 16, Boulevard Garibaldi - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

Immatriculée au RCS de NANTERRE sous le n°504 668 377

Représenté(e) par Marc SAADA en qualité de Directeur Commerce  
Déclarant être dûment habilité à cet effet, ci-après désigné « **l'OBLIGE** »,

Ci-après collectivement dénommées « **les PARTIES** »

**PREAMBULE**

Le dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (ci-après « CEE »), créé par la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique (dite « loi POPE »), constitue l'un des principaux instruments de la politique de maîtrise de la demande énergétique. Ce dispositif repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie en CEE imposée par les pouvoirs publics aux fournisseurs d'énergie (ci-après dénommés les "Obligés").

**OFEE** est, quant à elle, devenue un acteur Obligé en vertu de l'article L. 221-1 du code de l'énergie, c'est-à-dire astreinte à promouvoir activement l'efficacité énergétique auprès des consommateurs d'énergie.

L'arrêté du 12 juillet 2022, modifiant celui du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie concernant le « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires » est venu modifier les règles du dispositif d'économies d'énergie à destination des propriétaires ou gestionnaires de bâtiments tertiaires ou résidentiels. Ce dispositif complémentaire, intitulé « Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires », permet à ces propriétaires ou gestionnaires de bâtiments de bénéficier, selon la nature de l'opération d'économies d'énergie réalisée et pour des opérations engagées avant le 31 décembre 2025 et achevées avant le 31 décembre 2026, d'une prime exceptionnelle pour les aider à financer ces opérations, telles que celles listées dans l'arrêté correspondant. En contrepartie de ces primes, les opérations standardisées visées bénéficieront d'un volume de CEE correspondant bonifié.

L'OBLIGÉ s'est engagé en date du 31 août 2022, par la signature de la Charte « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires », à participer à l'accélération de la rénovation énergétique au bénéfice des bailleurs éligibles. L'offre « Coup de Pouce Confort Energie » proposée par l'OBLIGÉ a ainsi été publiée sur le site de la DGEC (Direction Générale de l'Energie et du Climat) le 1<sup>er</sup> septembre 2022.

Le Client est un propriétaire ou gestionnaire de bâtiments tertiaires qui souhaite rénover le système de chauffage de son parc immobilier en bénéficiant des primes financières octroyées dans le cadre du dispositif « Coup de Pouce Chauffage des bâtiments tertiaires ».



C'est dans ces conditions que le Client a souhaité adhérer à l'offre « Coup de Pouce Tertiaire » proposée par l'OBLIGÉ.

Ceci étant exposé Parties sont convenues de ce qui suit :

## ARTICLE 1 – DEFINITIONS

**CERTIFICAT D'ECONOMIES D'ENERGIE** : désigne les CEE dont l'OBLIGÉ sollicitera la délivrance auprès du PNCEE au titre des économies d'énergie incitées par l'OBLIGÉ et réalisées, dans le cadre de la Convention, par la mise en œuvre par le Client d'une/ d'Opérations standardisées visées par la Charte « Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires ».

**CONTRAT OU CONVENTION** : désigne la présente Convention et ses éventuels annexes et avenants.

**DATE D'ACHEVEMENT DE L'OPERATION** : correspond à la date de signature du procès-verbal de réception de l'Opération correspondant à l'/les opérations incitées par l'OBLIGÉ et mises en œuvre par le Client dans le cadre de la Convention.

**DATE D'ENGAGEMENT DE L'OPERATION** :

- Lorsque le Client est une personne physique : correspond à la date de signature du devis, devant intervenir avant le 31 décembre 2025, correspondant à l'/les Opérations incitées par l'OBLIGÉ et mises en œuvre par le Client dans le cadre de la Convention.
- Lorsque le Client est une personne morale : correspond à :
  - la date de signature du contrat de travaux entre le Client bénéficiaire et le professionnel réalisant les Opérations ; ou
  - la date d'acceptation du devis ou du bon de commande, daté et signé par le Client bénéficiaire ; ou
  - la date de l'ordre de service signé par le Client bénéficiaire ou le maître d'œuvre délégué auprès du titulaire du marché; ou
  - la date de l'acte d'engagement signé par le Client bénéficiaire.

Devant intervenir avant le 31 décembre 2025 et correspondant à l'/les Opération(s) incitée(s) par l'OBLIGE et mise(s) en œuvre par le Client, dans le cadre de la Convention.

**OPERATION** : désigne l'/les Opérations standardisées d'économies d'énergie visées par la Charte «Coup de Pouce Chauffage des bâtiments tertiaires », que l'OBLIGÉ incite le Client à mettre en œuvre dans le cadre de la Convention, en contrepartie du versement par l'OBLIGÉ d'une prime au Client et de la perception par l'OBLIGÉ des CEE correspondant à ladite/aux dites Opérations.

**POLE NATIONAL CERTIFICAT D'ECONOMIE D'ENERGIE (PNCEE)** : Autorité administrative décentralisée compétente pour délivrer les Certificats d'Economies d'Energie au profit des demandeurs de CEE dans le cadre du dispositif réglementaire des CEE.

**PRIME COUP DE POUCE TERTIAIRE** : prime financière versée par l'OBLIGÉ au Client en contrepartie de la transmission par ce dernier de l'ensemble des pièces et documents constitutifs d'un dossier de demande de CEE dans le cadre de la réalisation d'Opérations éligibles à l'offre Coup de Pouce Tertiaire proposée par l'OBLIGÉ.

## ARTICLE 2 – OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de fixer les conditions et les modalités de l'intervention de l'OBLIGÉ auprès du Client, en vue de l'inciter à réaliser des Opérations d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif « Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires ». Le champ d'application de la Convention

couvre toute Opération éligible à ce dispositif engagée avant le 31 décembre 2025 et achevée au plus tard le 31 décembre 2026.

Le Client reconnaît à cet égard le rôle actif et incitatif de l'OBLIGÉ dans le cadre de la réalisation des Opérations au bénéfice du Client, notamment par l'attribution au Client de la prime COUP DE POUCE TERTIAIRE.

Le Client accorde également à l'OBLIGÉ l'exclusivité de l'ensemble des demandes de CEE générés par la réalisation d'Opérations mises en œuvre par le Client dans le cadre du dispositif « Coup de Pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires ». Par conséquent, l'OBLIGÉ sera seul en droit de procéder à une demande de CEE auprès du PNCEE au titre des Opérations, le Client s'engageant à n'effectuer aucune demande pour son propre compte ou à confier la réalisation d'une prestation similaire ou identique à un tiers concurrent de l'OBLIGÉ.

### **ARTICLE 3 – DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et s'achèvera le 31/12/2026.

Tout manquement par l'une des Parties à l'une quelconque de ses obligations entraînera, à l'initiative du créancier de l'obligation non exécutée, la résiliation de plein droit de la présente Convention après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet pendant un délai de trente (30) jours calendaires. La résiliation de la Convention sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et prendra effet à la date de première présentation de la lettre de résiliation.

### **ARTICLE 4 –ENGAGEMENTS DU CLIENT**

Dès la signature de la Convention, le Client s'engage à communiquer les projets d'Opérations entrant dans le champ d'application de la Convention et qu'il souhaite mettre en œuvre, accompagnés du devis afférent, du cahier des charges ou éventuellement de bons de commande (non signés ou acceptés). Au moyen des informations récoltées auprès du Client, l'OBLIGÉ lui fera parvenir en retour un Accord de participation financière permettant de prouver son rôle actif et incitatif dans le déclenchement de chaque Opération. Dans le même temps, le Client s'engage à n'accepter ou à ne signer aucun devis ou bon de commande avant réception dudit Accord de participation financière, preuve du rôle moteur de l'OBLIGÉ.

En tout état de cause, le Client s'engage à ce que l'ensemble des Opérations réalisées dans le cadre de la présente Convention soit :

- Engagée au plus tard le 31 décembre 2025 (date de signature de l'Accord de participation financière et du devis signés des deux Parties faisant foi) ;
- Achevée au plus tard le 31 décembre 2026 (dates figurant sur les attestations techniques, les attestations sur l'honneur et sur tout autre document faisant foi).

Aucune Opération ne respectant pas les deux critères cumulatifs susmentionnés ne pourra donner lieu à la délivrance de CEE et au versement d'une Prime COUP DE POUCE TERTIAIRE dans le cadre des présentes.

Le Client s'engage à transmettre à l'OBLIGÉ tout justificatif, document ou information résultant de la réglementation en vigueur fixant la liste des éléments constitutifs d'une demande de CEE et les documents à archiver par l'OBLIGÉ et nécessaires à la délivrance des CEE résultant de l'/les Opérations par le PNCEE, notamment :

#### **Avant le déclenchement de l'Opération (date de signature du devis) :**

- L'Accord de participation financière signé par l'Obligé et par le Client ;
- Le devis daté et signé par le Client relatif aux Opérations à réaliser ;

#### **Après la réalisation de l'Opération :**

Dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date d'Achèvement de l'Opération, le Client s'engage à transmettre à l'OBLIGE :

- Les attestations techniques et d'incitation relatives aux Opérations conformes aux demandes de l'OBLIGÉ ;
- La facture établie par l'installateur certifié RGE ou le fournisseur au nom du Client et faisant référence au devis signé par le Client ; (stipulant l'identité du professionnel - raison sociale, adresse et N°SIRET ; l'identité du bénéficiaire ; la date d'émission ou de signature ; le lieu de réalisation de l'Opération et la description des travaux permettant l'identification sans équivoque de l'Opération d'économies d'énergie réalisée et les mentions exigées par les fiches d'Opérations standardisées) ;
- Les attestations sur l'honneur réglementaires relatives aux Opérations réalisées transmises par l'Obligé, datées et signées par l'installateur et par le Client ;
- Toute autre information nécessaire à la constitution du dossier de demande de CEE et ce, conformément à la réglementation en vigueur.

De plus, et dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de la demande, le Client s'engage à transmettre, sur demande de l'OBLIGÉ, tout document complémentaire éventuellement nécessaire à la délivrance des CEE. Le Client garantit la véracité des informations figurant dans l'ensemble des documents transmis à l'OBLIGÉ et relatifs aux Opérations réalisées.

## ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE L'OBLIGÉ

En contrepartie des engagements du Client, l'OBLIGÉ s'engage à :

- Informer le Client sur les Opérations éligibles au dispositif « Coup de pouce économies d'énergie Chauffage des bâtiments tertiaires » lui permettant de bénéficier de la Prime COUP DE POUCE TERTIAIRE;
- Conserver la confidentialité de l'ensemble des données transmises par le Client ;
- Constituer un dossier de demande de CEE auprès du PNCEE dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception des documents listés à l'article 4 de la Convention;
- Verser la Prime COUP DE POUCE TERTIAIRE sous réserve de la réalisation des conditions listées au sein de la présente Convention ;
- Transmettre à la Direction Générale de l'Energie et du Climat un bilan chiffré mensuel de la mise en place de ses offres.

## ARTICLE 6 – MONTANT DE LA PRIME COUP DE POUCE TERTIAIRE ET MODALITES DE REGLEMENT

L'OBLIGÉ s'engage, sous réserve du respect par le Client de ses obligations contractuelles telles que décrites aux présentes, à lui verser une Prime COUP DE POUCE TERTIAIRE dont le montant sera défini en fonction du type d'Opération réalisé, des caractéristiques techniques de l'Opération et du type d'équipement de chauffage remplacé.

Le volume de CEE associé aux Opérations éligibles au « Coup de pouce Chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires » est calculé à partir des fiches d'opérations standardisées correspondantes auxquelles est appliqué un coefficient de bonification :

Opération bonifiée		Calcul de bonification	
		En remplacement d'une chaudière non performante fonctionnant	
		Au gaz	Au charbon ou fioul
BAT-TH-113	Pompe à chaleur de type air/eau	x 3	x 4
BAT-TH-113	Pompe à chaleur de type eau/eau	x 5	x 5
BAT-TH-140	Pompe à chaleur à absorption de type air/eau ou eau/eau	x 1,3	x 2
BAT-TH-141	Pompe à chaleur à moteur gaz de type air/eau	x 1,3	x 2
BAT-TH-157	Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur	x 3	x 4

BAR-TH-150	Pompe à chaleur collective à absorption de type air/eau ou eau/eau	x 1,3	x 2
BAR-TH-165	Chaudière biomasse collective	x 3	x 4
BAR-TH-166	Pompe à chaleur collective de type air/eau	x 3	x 4
BAR-TH-166	Pompe à chaleur collective de type eau/eau	x 5	x 5
	<b>Surface chauffée</b>	<b>≤ 7 500 m<sup>2</sup></b>	<b>&gt; 7 500 m<sup>2</sup></b>
BAT-TH-127	Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur <i>Avec S : Surface chauffée du bâtiment raccordé</i>	Volume = 11 000 000 (kWhc)	Volume = 1 070 x S + 3 000 000 (kWhc)
	<b>Bâtiment résidentiels collectifs uniquement</b>	<b>≤ 125 logements</b>	<b>&gt; 125 logements</b>
BAR-TH-137 :	Raccordement d'un bâtiment résidentiel à un réseau de chaleur <i>Avec N : Nombre de logements raccordés</i>	Volume = 12 000 000 (kWhc)	Volume = 77 000 x N + 2 300 000 (kWhc)

Le montant de la Prime COUP DE POUCE TERTIAIRE figurera dans chaque Accord de participation financière (Annexe 2) qui sera dûment complété et signé par le Client et l'OBLIGE en amont du déclenchement de ladite Opération. En toutes hypothèses, ce montant de Prime sera d'un montant minimum garanti de 7 € /MWh cumac.

Ce montant sera versé en totalité sous réserve de la transmission par le Client de l'intégralité des justificatifs concernés par la réalisation des Opérations.

La Prime COUP DE POUCE TERTIAIRE est versée par l'OBLIGÉ au Client dans un délai de trente (30) jours à compter de la date à laquelle les CEE correspondant aux économies d'énergie réalisées au titre de l'/ des Opérations mises en œuvre dans le cadre de la Convention sont enregistrés sur le compte de l'OBLIGÉ.

## ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE ET EXCLUSIVITE

Chaque Partie s'engage à conserver, à tout moment, un caractère strictement confidentiel à toute information ou donnée ou à tout document, quel qu'en soit la nature ou le support.

Durant toute la durée de la Convention, le Client s'engage à transmettre exclusivement à l'OBLIGÉ les documents relatifs à ses investissements d'Economies d'Energie pouvant être éligibles au CEE pour lesquels le Client aura missionné l'OBLIGÉ.

Le Client s'engage à signer les attestations sur l'honneur qui stipulent notamment l'exclusivité du rôle incitatif de l'OBLIGÉ sur la valorisation, sa matérialisation par l'attribution de la prime COUP DE POUCE TERTIAIRE ainsi que l'engagement du Client à ne transmettre aucun des documents relatifs à l'/aux Opérations d'Economies d'Energie incitée(s) par l'OBLIGÉ à un autre acteur souhaitant les utiliser pour obtenir des CEE pour les travaux confiés par le Client à l'OBLIGÉ.

Par ailleurs, le Client autorise l'OBLIGÉ à utiliser la référence commerciale qu'elle entretient avec lui en utilisant la dénomination du Client dans sa communication institutionnelle, promotionnelle et publicitaire.

## ARTICLE 8 - RESPONSABILITE

Dans le cadre d'une obligation de moyens, chacune des Parties sera responsable, conformément au droit commun, de ses manquements vis-à-vis de l'autre dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Il est également convenu que dans l'hypothèse où un contrôle opéré par des Autorités administratives ou de police révélerait le caractère frauduleux et/ou erronés des informations et documents communiqués par le Client dans le cadre de la Convention, l'OBLIGÉ pourra réclamer à ce dernier l'ensemble des pénalités, frais de justice, frais d'avocat, condamnations, etc.. qu'elle aura été amenée à supporter du fait des manquements du Client. Dans cette hypothèse, le Client s'engage à première demande à rembourser à l'OBLIGÉ l'ensemble des

Primes COUP DE POUCE TERTIAIRE qui lui auront été versées en contrepartie de la transmission d'éléments et d'informations constitutifs de dossiers de demande de CEE ayant donné lieu à annulation de CEE ou rejet de demande de CEE par les autorités administratives compétentes.

## ARTICLE 9 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Pour le traitement de données personnelles visé par la Convention, les Parties agissent en tant que responsables conjoints du traitement au sens de l'article 26 du RGPD et s'engagent à se conformer strictement au RGPD, qui s'appliquera en toutes circonstances, nonobstant toute éventuelle stipulation contraire. L'OBLIGÉ ne peut agir que sur instruction du Client et les Parties conviennent de définir la notion d'instruction comme étant acquise lorsque l'OBLIGÉ agit dans le cadre de l'exécution des présentes.

Sauf instruction contraire du Client, l'OBLIGÉ s'oblige à :

- Ne pas traiter, consulter les données ou les fichiers contenus à d'autres fins que l'exécution des prestations qu'elle effectue au titre des présentes ;
- Ne pas insérer des données étrangères dans les fichiers ;
- Ne pas consulter ou traiter de données autres que celles concernées par les prestations et ce, même si l'accès à ces données est techniquement possible ;
- Ne pas divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou Partie des données concernées.

Les Parties sont également convenues de définir leurs responsabilités respectives dans le traitement de données visés par la Convention ainsi que les mécanismes de protection nécessaires mis en place afin d'assurer la conformité au RGPD. En signant la Convention, le Client reconnaît avoir pris connaissance et approuver l'ensemble des dispositions de la politique de protection des données à caractère personnel du Groupe LEYTON, disponible à l'adresse suivante : [https://www.leyton.com/RGPD/donnees\\_personnelles](https://www.leyton.com/RGPD/donnees_personnelles)

## ARTICLE 10 - LOI APPLICABLE – JURIDICTION COMPETENTE

La Convention est régie par la loi française. Toutes contestations et litiges survenant dans l'interprétation ou l'exécution de la Convention que les Parties n'auraient pu résoudre amiablement, seront soumis à la juridiction des Tribunaux de Paris.

Fait en double exemplaire à ISSY LES MOULINEAUX, le

**Pour le CLIENT,**

Nom et prénom :

\_\_\_\_\_

Qualité :

\_\_\_\_\_

Cachet et signature

Précédés de la mention

« Lu et approuvé, bon pour accord »

**Pour l'OBLIGE,**

Marc SAADA

Directeur Commercial

**OFEE**  
16, Boulevard Garibaldi  
92130 ISSY LES MOULINEAUX  
S.A.S. au capital de 425 006€  
SIREN 504 668 377 R.C.S NANTERRE

Merci de renvoyer cette Convention signée, en deux exemplaires, par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

OFEE, Pôle Transition Énergétique – 16 Boulevard Garibaldi, 92130 ISSY LES MOULINEAUX

**ANNEXE 1 : Liste des Opérations entrant dans le cadre du dispositif « Coup de pouce chauffage des bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires »**

BAT-TH-113	Pompe à chaleur de type air/eau
BAT-TH-113	Pompe à chaleur de type eau/eau
BAT-TH-140	Pompe à chaleur à absorption de type air/eau ou eau/eau
BAT-TH-141	Pompe à chaleur à moteur gaz de type air/eau
BAT-TH-157	Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur
BAR-TH-150	Pompe à chaleur collective à absorption de type air/eau ou eau/eau
BAR-TH-165	Chaudière biomasse collective
BAR-TH-166	Pompe à chaleur collective de type air/eau
BAR-TH-166	Pompe à chaleur collective de type eau/eau
	<b>Surface chauffée</b>
BAT-TH-127	Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur
	<b>Bâtiment résidentiels collectifs uniquement</b>
BAR-TH-137 :	Raccordement d'un bâtiment résidentiel à un réseau de chaleur

## ACCORD DE PARTICIPATION FINANCIERE DIRECTE

REFERENCE N° 2023– XXXX

EMISSION EN DATE DU XX/XX/XXXX

DATE LIMITE DE VALIDITE DE L'OFFRE : XX/XX/XXXX

## A L'ATTENTION DE

Société :  
 Numéro de SIREN:  
 Dont le siège social est situé  
 Immatriculée au RCS de :  
 Ci-après dénommé le « **Bénéficiaire** »

OFEE (ci-après désigné « l'Obligé »), immatriculée sous le numéro de SIREN 504 668 377 société éco-innovante, propose aux Bénéficiaires de valoriser leurs Travaux d'efficacité énergétique (ci-après dénommés « Travaux ») au moyen du versement d'une PRIME COUP DE POUCE TERTIAIRE qui viendra ainsi réduire leur coût dans la mesure où ces Travaux sont éligibles au dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (ci-après dénommés « CEE »). La liste complète des opérations éligibles au dispositif des CEE (ci-après dénommée(s) l' ou les Opération(s)) ainsi que leurs critères techniques d'éligibilité est accessible sur le site du Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie.

Le Bénéficiaire et l'Obligé ont conclu une convention d'incitation à la réalisation d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif « COUP DE POUCE CHAUFFAGE DES BATIMENTS RESIDENTIELS COLLECTIFS ET TERTIAIRES » le \_\_\_\_\_ (ci-après dénommé « la Convention »). Dans le cadre de la Convention, il est prévu que la réalisation de chaque Opération donnera lieu à la conclusion d'un Accord de Participation Financière (ci-après dénommé « l'Offre ») matérialisant le rôle actif et incitatif de l'Obligé dans le déclenchement de l'Opération et déterminant les modalités de valorisation des CEE générés par la réalisation de l'Opération. Dans le cadre de la présente Offre et conformément au dispositif des CEE, l'Obligé versera au Bénéficiaire une PRIME COUP DE POUCE TERTIAIRE en contrepartie de la transmission exclusive d'informations et de documents permettant d'obtenir la délivrance des CEE générés au titre des Travaux projetés puis réalisés par le Bénéficiaire dans le cadre de l'Offre.

ADRESSE DES TRAVAUX : \_\_\_\_\_

## 1. MODALITES DE CALCUL ET DE PAIEMENT DE LA PRIME COUP DE POUCE TERTIAIRE

Dans le cadre de la réalisation de(s) l'Opération(s) décrite(s) ci-dessous, l'Obligé versera au Bénéficiaire une PRIME COUP DE POUCE TERTIAIRE d'un montant de :

**XXXXX euros**

Nature des Travaux	Fiche CEE	Conditions à respecter	Spécifications techniques pour le calcul de la prime

La Prime COUP DE POUCE TERTIAIRE est calculée en fonction des documents et des informations techniques relatives à l'Opération communiqués par le Bénéficiaire récapitulées dans le tableau ci-dessus et conformément aux textes réglementaires en vigueur du dispositif des CEE. Le montant de la Prime COUP DE POUCE TERTIAIRE est susceptible d'être modifié en cas de différence entre les Travaux projetés dont le descriptif est susmentionné et les travaux effectivement réalisés.

Le montant de la Prime COUP DE POUCE TERTIAIRE est valable sous réserve que l'ensemble des éléments conformes constitutifs du dossier de demande de CEE correspondant à l'Opération valorisée dans le cadre de l'Offre ait été transmis à l'Obligé dans un délai de trente (30) jours à compter de la date d'achèvement de l'Opération.

1. CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DE L'OFFRE ET DE VERSEMENT DE LA PRIME COUP DE POUCE TERTIAIRE

La PRIME COUP DE POUCE TERTIAIRE sera versée par l'Obligé selon les conditions figurant à l'article 1 des présentes, sous réserve du respect par le Bénéficiaire des conditions cumulatives suivantes :

- La présente Offre attestant du rôle actif et incitatif de l'Obligé devra être signée entre le Bénéficiaire et l'Obligé et dûment réceptionné par l'Obligé avant la Date limite de validité de l'Offre (figurant en tête des présentes), sous peine de caducité, cachet de la Poste faisant foi et, en tout état de cause, avant la date d'engagement de l'Opération (signature du devis) ;
- L'Opération devra être été réalisée conformément aux spécifications techniques rappelées dans le tableau ci-dessus et prévues par la fiche d'opération standardisée applicable à l'Opération ;
- Le Bénéficiaire devra transmettre à l'Obligé l'ensemble des éléments conformes constitutifs du dossier de demande de CEE correspondant à l'Opération. La facture devra stipuler les spécifications techniques figurant dans le tableau ci-dessus et être impérativement libellée au nom du Bénéficiaire.

En signant la présente Offre, le Bénéficiaire reconnaît avoir lu, compris et accepté dans leur intégralité les dispositions de la Convention qui s'appliquent aux présentes et constituent ainsi les conditions générales de l'Offre.

Fait à Paris, le \_\_\_\_\_

En double exemplaires originaux

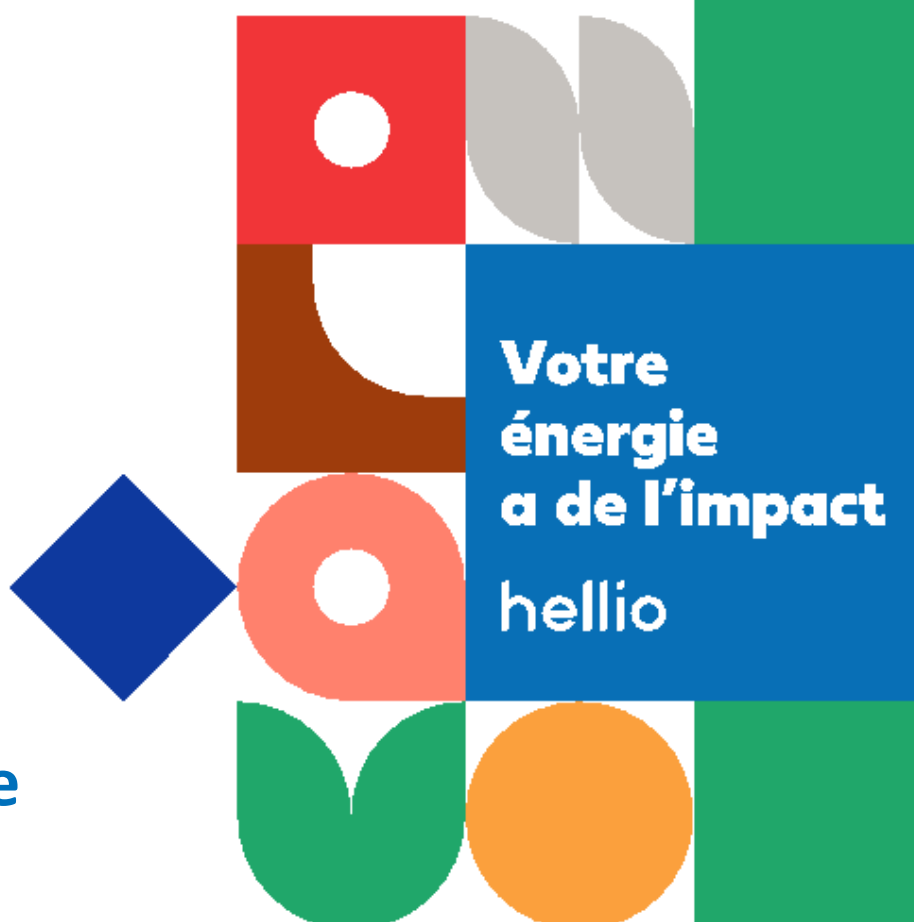
\_\_\_\_\_  
Le Bénéficiaire,  
Représenté par : \_\_\_\_\_  
En qualité de : \_\_\_\_\_  
dûment habilité aux fins des présentes.

Signature et cachet précédés de la mention manuscrite « lu et approuvé » :

\_\_\_\_\_  
L'Obligé,  
Représenté par : \_\_\_\_\_  
En qualité de : \_\_\_\_\_  
dûment habilité aux fins des présentes.

Signature et cachet précédés de la mention manuscrite « lu et approuvé » :





## Convention de partenariat

pour promouvoir et valoriser les opérations de maîtrise de l'énergie dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie, notamment dans le cadre du Coup de Pouce Chauffage pour les bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires

**MONTPELLIER MEDITERRANEE  
METROPOLE**

Entre les soussignés :

**Dénomination sociale : VILLE DE MONTPELLIER**

**Adresse de siège social : 1 PL Georges Freche, 34267 MONTPELLIER Cedex 2**

**SIREN : 213 401 722**

**Le Représentant légal : M. Michaël DELAFOSSE**

**Agissant en qualité de : Président**

**dûment habilité(e) aux fins des présents,**

*Ci-après dénommé « le **Bénéficiaire** »,*

*De première part,*

ET

La société **Hellio Solutions**, SAS au capital 10 000 000 € dont le siège est situé 50 Rue Madame de Sanzillon, 92110 Clichy, immatriculée au Registre des Commerces et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 749 891 214, représentée par Monsieur Pierre MAILLARD, son Président, dûment habilité aux fins des présentes,

*Ci-après dénommée « **Le Demandeur** »*

*De seconde part,*

*Ci-après dénommées chacune ou conjointement la ou les « **Partie(s)** »,*

*Document confidentiel – Reproduction interdite*

*A l'attention exclusive des Parties telles que désignées dans le présent document*

# PRÉAMBULE

Le présent accord s'enregistre dans le contexte de la Loi de Programme d'Orientation de la Politique Énergétique, dite loi « POPE », du 13 juillet 2005, qui a mis en place, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, le dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE). Ce dispositif assigne aux fournisseurs d'énergie dépassant un certain seuil, dits « Obligés », un objectif d'économies d'énergie, exprimé en kilowattheures d'énergie finale économisée (« kWh Cumac ») à atteindre au cours d'une période donnée.

Les actions d'économies d'énergie réalisées sont récompensées par l'attribution de Certificats d'Économies d'Énergie par les Pouvoirs Publics, dont l'unité de compte est le kilowattheure cumulé et actualisé (« kWh Cumac »), en fonction de divers critères réglementaires et notamment sur la base d'opérations dites « standardisées ». L'existence et l'authenticité des Certificats d'Économies d'Énergie est matérialisée par leur inscription au Registre National des Certificats d'Économies d'Énergie « EMMY ». Par ailleurs, ces certificats ont une valeur marchande et sont librement cessibles de gré à gré.

Le dispositif des CEE est entré depuis le 1er janvier 2022 dans sa cinquième période quadriennale d'obligations.

## CONTEXTE

Depuis 2008, le Demandeur est une société qui accompagne ses partenaires dans l'identification de gisements d'économies d'énergie, la constitution de dossiers CEE, leur dépôt et leur valorisation financière. Société experte en maîtrise de l'énergie, le Demandeur est également amené à déployer des solutions intégrées sur des missions complémentaires d'audits énergétiques, d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de pilotage des consommations énergétiques et de courtage en énergie.

Le Demandeur est également signataire de la charte d'engagement « Coup de Pouce Chauffage pour les bâtiments tertiaires et résidentiels collectifs ». Dans ce cadre, le Demandeur accompagne le Bénéficiaire dans l'obtention de cette bonification.

Le Bénéficiaire est collectivité territoriale susceptible d'être intéressé par la réalisation d'opérations d'économies d'énergie sur son patrimoine et ses équipements ainsi que par des actions de sensibilisation et une assistance à la valorisation de ces Opérations dans le cadre du dispositif des CEE.

Le Bénéficiaire est propriétaire de biens immobiliers (les « Biens »). Le Bénéficiaire va conduire sur les Biens un certain nombre de travaux ou d'opérations éligibles au dispositif des CEE.

Dans ces circonstances, le Bénéficiaire et le Demandeur se sont rapprochés afin de conclure la présente Convention ayant pour objet l'identification et le recensement des opérations d'économies d'énergie, l'accompagnement technique et administratif pour le montage des dossiers, l'enregistrement et la valorisation financière de CEE aux conditions prévues à la présente convention.

# DÉFINITIONS

Les termes suivants auront le sens qui leur est attribué ci-dessous pour les besoins de la Convention :

« <b>Action(s)</b> »	signifie toute action d'économies d'énergie permettant d'obtenir des CEE conformément aux critères définis par les articles R221-14 et suivants du Code de l'énergie ;
« <b>Bénéficiaire(s)</b> »	désigne une personne morale identifiée comme Bénéficiaire au sens de l'article 3 de l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur, et qui bénéficie des Prestations conformément aux termes de la Convention.
« <b>CEE</b> »	désigne les Certificats d'Économies d'Énergie. Ces Certificats d'Économies d'Énergie sont des biens meubles immatériels négociables (dont l'unité de compte est le kWh Cumac) et pouvant être détenus, acquis ou cédés par toute personne morale.
« <b>Convention</b> »	désigne la présente convention
« <b>Délivrance</b> »	désigne, en ce qui concerne des CEE, l'inscription de ces CEE sur le compte ouvert au nom du Demandeur auprès du Registre National des CEE. « Délivrer » sera interprété de la même façon.
« <b>Dossier CEE</b> »	désigne un dossier de demande de CEE correspondant à une Opération, conforme aux dispositions législatives et réglementaires, et notamment à l'Arrêté du 4 septembre 2014, dans sa version en vigueur, fixant la liste des éléments d'une demande de CEE et les documents à archiver par le demandeur.
« <b>kWh Cumac</b> »	désigne l'unité de mesure des CEE. C'est-à-dire le kWh d'énergie finale cumulée et actualisée sur la durée de vie conventionnelle du produit. Cela représente une quantité d'énergie qui aura été économisée grâce aux opérations d'économies d'énergie mises en place. Afin de connaître ce montant, il existe des fiches d'opérations standardisées qui sont définies par arrêté.
« <b>Registre National des CEE</b> »	désigne le registre défini à l'article R.221-26 du Code de l'énergie sur lequel sont enregistrées de manière sécurisée toutes les opérations relatives à des CEE afférentes aux détenteurs de comptes, à savoir : délivrance de CEE, transfert de CEE entre titulaires de compte, annulation des CEE. L'existence et l'authenticité des CEE est matérialisée par leur inscription sur ce registre qui est disponible sur l'url « <a href="http://www.emmy.fr">www.emmy.fr</a> ».
« <b>Rôle Actif et Incitatif</b> »	désigne la contribution directe apportée par un Obligé au Bénéficiaire d'une Opération, permettant la réalisation de cette dernière et intervenant antérieurement au déclenchement de l'Opération, telle que définie à l'alinéa 6 de l'article R. 221-22 du Code de l'énergie et répondant aux exigences de la partie 3 de l'annexe 5 de l'Arrêté du 4 septembre 2014, dans sa version en vigueur, fixant la liste des éléments d'une demande de CEE et les documents à archiver par le demandeur.

# DESCRIPTION DE LA MISSION D'ACCOMPAGNEMENT

## 1 Objet

La présente Convention établit un partenariat entre les Parties visant à inciter et permettre la réalisation d'opérations d'économies d'énergie sur le patrimoine du Bénéficiaire et la valorisation de ces Actions, notamment via le coup de pouce chauffage cité en préambule, par le Demandeur dans le cadre du dispositif des CEE, dans l'intérêt commun des Parties.

La mission d'accompagnement proposée par le Demandeur couvre l'ensemble du processus : formation des équipes concernées par les dossiers, identification des gisements d'économies d'énergie, recommandations et préconisations techniques en amont, vérification de l'éligibilité des Actions, préparation des dossiers de demande de CEE, dépôt des CEE, suivi des dossiers automatisé, veille réglementaire et valorisation des CEE avec des garanties sur les taux et les modalités financières connues et fixés avant engagement de chaque opération.

## 2 Contenu de la mission

### 2.1 ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR - SOLUTIONS D'ACCOMPAGNEMENT PRINCIPALES

Le Demandeur s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains et techniques dont elle dispose pour mener à bien la mission d'assistance et de conseil à l'identification des Actions qui lui est confiée par le Bénéficiaire.

Dès signature de la Convention, le Demandeur désigne un chargé d'affaires référent – ci-après désigné « **le Référent du Demandeur** » - qui pilotera l'ensemble des étapes de la prestation et coordonnera les tâches des équipes du Demandeur à chaque étape du processus. Il sera le principal interlocuteur du Bénéficiaire pour toute la durée de la Convention. L'identité et les coordonnées du Référent du Demandeur dédié sont précisées dans la Convention avant signature.

#### 2.1.1 Mise en place du partenariat

##### *2.1.1.1 Phase d'information, de formation et de coordination des Parties*

En premier lieu démarrera une phase d'information et d'animation.

La première étape proposée dans le cadre de ce partenariat consiste en l'organisation d'une réunion entre le Référent du Demandeur et les représentants du Bénéficiaire et de ses services en charge de la mise en œuvre des sujets relatifs aux opérations d'économies d'énergie.

C'est au Bénéficiaire que revient le choix des personnes à convier à cette première réunion.

Le Référent du Demandeur effectuera la présentation sur le support choisi par le Bénéficiaire - en physique ou en visioconférence - et remettra à chacun des participants un dossier récapitulatif complet.

Cette phase est couplée avec l'organisation d'une réunion de coordination avec les acteurs en charge de la dimension opérationnelle des opérations d'économies d'énergie, afin d'établir un mode de fonctionnement sur mesure adapté aux enjeux spécifiques du Bénéficiaire.

En fonction de la structuration interne et des caractéristiques spécifiques au Bénéficiaire, ces réunions de lancement pourront être le cas échéant être renouvelées et dupliquées auprès des différentes parties prenantes concernées.

### **2.1.1.2 Premières étapes de recensement des Actions**

La seconde phase du partenariat consiste en l'organisation d'une réunion de déploiement opérationnelle du Partenariat. L'objectif est d'abord d'établir les contours du schéma organisationnel du patrimoine du Bénéficiaire, puis d'identifier les interlocuteurs attitrés en fonction de la nature et de la localisation des sites et équipements. Simultanément, cette phase a également pour vocation de dresser un premier état des lieux des Actions déjà programmées et de réaliser un premier recensement macroscopique des sites et équipements susceptibles de faire l'objet d'Actions d'améliorations des performances énergétiques en identifiant notamment la typologie de travaux, les localisations, le niveau de priorisation et la location.

Les modèles de documents administratifs constituant la demande de CEE, des guides techniques pour la rédaction des pièces de marché, ainsi que la liste des documents nécessaires à l'obtention des CEE pour chaque type d'Action seront communiqués à cette occasion. Ces documents sont préparés par le Demandeur qui se porte garant de leur contenu.

## **2.1.2 Montage des dossiers CEE « Standards »**

### **2.1.2.1 Analyse des dossiers, recommandations, optimisation des CEE**

Pour chaque Action réalisée par le Bénéficiaire, le Demandeur peut être sollicité dès la phase d'identification des besoins liées à l'Action envisagée.

Le Référent du Demandeur pourra formuler des recommandations sur les caractéristiques techniques de chaque opération, que ça soit dans le cadre du Coup de pouce chauffage ou non, afin d'optimiser le volume de CEE généré par les travaux réalisés.

Le Référent du Demandeur pourra le cas échéant – et sur accord du Bénéficiaire - prendre contact directement avec la maîtrise d'ouvrage, ainsi qu'avec les maîtres d'œuvre ou entreprises de travaux en charge de la mise en œuvre des Actions pour formuler des recommandations sur les cahiers des charges, devis, matériaux ou équipements utilisés afin de garantir l'éligibilité aux CEE.

### **2.1.2.2 Modalités de demandes de cotation**

Si le Bénéficiaire le souhaite, un formulaire pourra être transmis dès le début du partenariat afin de faciliter la première prise de contact pour la valorisation CEE à chaque nouvelle Action.

Sur ce document, intitulé "Fiche de renseignements CEE", sont récapitulées des informations permettant de faciliter la première estimation du volume CEE généré par une opération en phase amont du projet, et ce, potentiellement avant l'élaboration de documents techniques (CCTP, DPGF, devis...).

Néanmoins, c'est une option que nous proposons dans le cadre du partenariat et le Bénéficiaire, s'il préfère fonctionner de manière différente, ne se verra aucunement contraint d'utiliser ce formulaire.

Il est également possible de notifier le Référent du Demandeur via la plateforme numérique mise à disposition du bénéficiaire une fois le Partenariat engagé (cf. Chapitre 2.4.1.3).

### **2.1.2.3 Constitution des dossiers**

Le Pôle National CEE (PNCEE) définit par arrêtés les pièces nécessaires pour constituer un dossier de demande de CEE.

Le Demandeur sera garant de la qualité, la cohérence, la conformité et la complétude des dossiers avant d'effectuer une demande de CEE auprès des autorités compétentes.

Le Demandeur aura la responsabilité de répondre en cas de contrôle déclenché par le PNCEE au nom et pour le compte des Bénéficiaires dans le cadre de son statut de Demandeur CEE.

A ce titre, pour chaque Action, le Demandeur établit en amont de la réalisation des travaux, une liste des pièces justificatives à fournir pour la validation des CEE avec précision des caractéristiques propres à chaque document. Une fois les travaux réalisés, le Demandeur se chargera de la collecte et de la vérification de ces documents, auprès du Bénéficiaire, qui s'engage à mettre à disposition l'exhaustivité desdits documents conformes dans un délai maximum de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'Action (avec la date de la facture faisant foi).

Un dossier "type" est constitué des documents suivants :

- Le document justifiant le document justifiant le Rôle Actif et Incitatif
- La preuve d'engagement de l'Action
- La preuve d'achèvement de l'Action
- Une Attestation sur l'Honneur : ce document permet de finaliser un dossier en vue d'obtenir les CEE et récapitule l'opération qui a été mise en place (nature de l'opération, dates clés, renseignement sur les acteurs impliqués...)
- Tout autre document conforme et répondant aux exigences des parties 2.2 et 4.2 de l'annexe 5 de l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de CEE et des documents à archiver par le Demandeur.

Selon la nature des opérations, d'autres pièces complémentaires peuvent également être demandées : PV de réception des travaux, fiches techniques, études de dimensionnement etc.

Chaque Partie s'engage à faire ses meilleurs efforts afin de s'assurer de la conformité et de la complétude des dossiers.

### **2.1.3 Rôle Actif et Incitatif**

Préalablement à la réalisation de chaque Action identifiée avant son engagement, et afin de justifier du rôle actif et incitatif antérieur du Demandeur auprès du Bénéficiaire, un Accord d'incitation financière sera mis à disposition par le Demandeur. Il devra être daté et signé par le Bénéficiaire avant l'engagement de l'Action visée.

Afin de justifier de la date d'engagement de l'Action et de sa postériorité vis-à-vis de l'Accord d'incitation financière, le Bénéficiaire transmettra au Demandeur le devis de l'Action envisagée daté, signé et accepté par le Bénéficiaire, ou tout autre document répondant aux exigences de l'annexe 5 de l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de CEE et les documents à archiver par le demandeur.

### **2.1.4 Preuve de réalisation et finalisation du dossier administratif**

Afin d'apporter la preuve formelle de la réalisation effective et conforme de l'Action, le Bénéficiaire devra fournir au Demandeur la facture de l'Action éligible, ou tout autre document conforme répondant aux exigences de la partie 2.2 de l'annexe 5 de l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de CEE et les documents à archiver par le demandeur.

En outre, le Bénéficiaire transmettra au Demandeur des attestations sur l'honneur (AH) répondant aux exigences de l'annexe 5 de l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de CEE et les documents à archiver par le demandeur, et strictement conforme à l'annexe 7 du même arrêté.

Ce dernier document sera mis à disposition par le Demandeur et devra être daté et signé par le Bénéficiaire et le professionnel ayant mis en œuvre ou ayant assuré la maîtrise de l'œuvre de l'Action réalisée (travaux, etc.).

### 2.1.5 Dépôts des demandes de CEE

Une fois toutes les pièces justificatives nécessaires collectées, le Demandeur prépare les dossiers de demande de CEE et valide leur conformité vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

Afin d'optimiser le contrôle de la qualité des dossiers, le Demandeur a mis en place un double contrôle réalisé par deux équipes indépendantes. Un premier contrôle est effectué lors de la constitution du dossier. Un second contrôle est réalisé par un service entièrement dédié à la qualité. Il s'appuie sur une méthodologie et une procédure d'audits internes.

**Les Actions CEE, à l'exception de celles précisées dans la fiche BAT-TH-127 relative au raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur dans le cadre du Coup de Pouce Chauffage pour les bâtiments résidentiels collectifs et tertiaires, sont analysées et déposées directement par le Bénéficiaire, en raison de son statut d'éligible au dispositif CEE Cette convention ne s'applique qu'à cette action spécifique. Toutes les autres actions CEE sont exclues du présent partenariat.**

### 2.1.6 Actions soumises à obligation de contrôle

Concomitamment à l'enregistrement du dossier CEE par ses services internes, le Demandeur organisera les contrôles pour certaines Actions identifiées et selon les modalités définies par l'arrêté du 28 septembre 2021 relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie et de tous textes législatifs ou réglementaires postérieurs venant modifier ou compléter ledit arrêté.

Pour rappel, pour les Actions CEE soumises à une vérification par un bureau de contrôle, un premier contrôle dit "par contact" est systématiquement déclenché par les services du Demandeur ou l'un de ses prestataires habilités. A l'issue de ce premier contrôle par contact, un second contrôle dit "sur site" pourra, le cas échéant, être réalisé par un organisme de contrôle indépendant et habilité à cet effet, mandaté par le Demandeur.

Dans l'hypothèse d'un contrôle non satisfaisant, le Bénéficiaire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour lever les non-conformités et d'en justifier auprès du Demandeur dans les 30 jours de la notification faite par ce dernier.

### 2.1.7 Validation des CEE par le PNCEE

Une fois la demande de CEE effectuée sur le registre national EMMY, les autorités compétentes disposent d'un délai réglementaire de 2 mois pour délivrer les certificats correspondants. Pendant cette période le PNCEE peut également formuler des demandes de pièces justificatives complémentaires pour valider les CEE. Le Demandeur se chargera de répondre à ces éventuelles demandes et de collecter puis transmettre les documents correspondants.

### 2.1.8 Valorisations des Actions et paiement au titre de l'incitation financière

#### 2.1.8.1 Incitation financière au titre du dispositif des CEE

Dans le cas où tout CEE serait Délivré au titre d'Actions réalisées par le Bénéficiaire par suite du Rôle Actif et Incitatif du Demandeur ayant permis la réalisation de ces Actions, le Demandeur versera une contribution financière d'un montant global égal à :

- **six mille cinq cents euros (6 500 €) par GWh cumac de CEE**, au prorata du volume de CEE dûment Délivré en exécution des présentes, pour toute opération dont le volume généré est inférieur ou égal à 10 GWhc.



- **sept mille euros (7000 €) par GWh cumac de CEE**, au prorata du volume de CEE dûment Délivré en exécution des présentes, pour toute opération dont le volume généré est supérieur ou égal à 10 GWhc.

Ces montants et les conditions de leur versement seront formalisés à travers des accords d'incitation financière conclus entre les Parties.

Le tarif de valorisation des CEE proposé par le Demandeur n'est assorti d'aucune clause portant sur un volume minimum ou maximum de CEE à atteindre.

#### **2.1.8.2 Facturation et paiement**

Dans un délai de 30 jours suivants la validation interne du/des dossier(s) CEE correspondants aux Actions réalisées par le Bénéficiaire dans le cadre des présentes, le Demandeur transmettra au Bénéficiaire un Relevé de Prime Hellio (RPH) du montant global de l'incitation financière.

Les notes de débours ou titres de recettes émis auprès du Demandeur seront dus sous 30 jours suivant leur date de réception.

Conformément aux principes en vigueur, ainsi qu'à la réponse ministérielle du 10 mai 2016 (AN 10 mai 2016, p. 4007, n°86313), les contributions financières versées directement au Bénéficiaire par le Demandeur s'analyseront comme des subventions d'équipement non soumises à la TVA. Le montant indiqué ci-dessus s'entendra donc net et toutes taxes comprises le cas échéant.

#### **2.1.8.3 Flexibilité du tarif de rachat CEE et tarif plancher**

Le Demandeur propose au Bénéficiaire un partenariat avec possibilité de renégocier le tarif de cession des CEE, à la hausse comme à la baisse. A partir de la date de signature de cette convention, il est indiqué que le temps minimum entre deux changements tarifaires est de six (6) mois.

Toutefois il est d'ores et déjà précisé qu'un tarif plancher de cinq-mille (5000) euros par GWh cumac de CEE est fixé entre les Parties.

## **2.2 ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE**

Afin de permettre au Demandeur d'accomplir sa mission dans des conditions et délais satisfaisants, le Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour apporter au Demandeur les informations nécessaires à son travail d'identification des Actions et de leur valorisation en CEE. Il a été convenu, que ces informations peuvent être envoyées au Demandeur par voie électronique.

A cet effet, le Bénéficiaire s'engage à :

- Faciliter le recensement et la collecte des éléments préfigurant la demande de CEE,
- Mettre à disposition l'ensemble des informations et documents qui seront demandés par le Demandeur dans les meilleurs délais et au plus tard dans un délai de trois (3) mois suivant la demande du Demandeur pour permettre d'identifier les gisements d'économies d'énergie et vérifier qu'elles constituent des Actions,
- Organiser tout contact, faire toute démarche et/ou signer tout document permettant au Demandeur d'entrer en contact avec tout tiers ayant participé à la réalisation d'une Action pour son compte, afin qu'il fournisse au Demandeur toute information ou document nécessaire à l'identification des Actions et à l'obtention de CEE induits,

- Remettre au Demandeur l'ensemble des pièces du dossier de demande de CEE prévues réglementairement, à savoir les PV de réception des travaux, les factures correspondantes ou, le cas échéant, tout document comptable similaire, les fiches techniques, et, le cas échéant, tout document complémentaire qui pourra être demandé par les autorités compétentes. A cet effet, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de six (6) mois à compter de l'achèvement des travaux.

- Transmettre au Demandeur les preuves de réalisation et Attestation sur l'Honneur dans un délai maximum de deux (2) mois suivant la date d'achèvement de l'Action au sens de la réglementation CEE (date de facturation finale de l'Action ou équivalent)

- Transmettre au Demandeur, sous huitaine, toute information ou document nécessaire en cas de contrôle de dossiers CEE par les autorités compétentes dans le cadre de ce partenariat.

Pour éviter toute ambiguïté et/ou toute difficulté, le Bénéficiaire s'engage, avant la réalisation des Actions, à informer le maître d'œuvre et/ou les professionnels assurant la maîtrise d'œuvre qu'ils comptent bénéficier de la valorisation de ces Actions d'économies d'énergie proposée par le Demandeur à travers le dispositif des CEE au titre de la présente Convention.

## **2.3 SUIVI ET ANIMATION DU PARTENARIAT**

### **2.3.1.1 Délais de traitement**

A chaque nouvelle sollicitation du Bénéficiaire pour une opération, le Demandeur s'engage à répondre au plus tard sous 5 jours ouvrés, et fera systématiquement ses meilleurs efforts pour apporter une première analyse sous 48 heures.

### **2.3.1.2 Reporting**

Le Référent du Demandeur met à disposition du Bénéficiaire un suivi des actions engagées et à venir avec les volumes CEE correspondant, l'état d'avancement du projet, ainsi que l'état d'avancement de l'instruction du dossier CEE.

Sur simple demande, effectuée par le Bénéficiaire, il est possible d'envoyer des rapports sous 5 jours ouvrés.

En outre, il est bien évidemment possible d'adapter le formalisme et le contenu de ces rapports pour s'adapter aux contraintes de fonctionnement spécifiques au Bénéficiaire. Des modèles de rapports types pourront alors être co-construits entre les Parties au moment du lancement du Partenariat.

### **2.3.1.3 Mise à disposition d'une plateforme numérique de gestion et de suivi des dossiers CEE**

Dans le cadre de ce partenariat, le Demandeur met à disposition du Bénéficiaire une plateforme numérique de gestion et de suivi des dossiers CEE.

Cette plateforme permet au Bénéficiaire de suivre en détail et de manière dynamique et ergonomique l'intégralité des dossiers qui lui sont rattachés.

Elle offre notamment les fonctionnalités suivantes :

- Actualités sur le dispositif CEE
- Vue d'ensemble de l'intégralité des dossiers à venir, en cours et passés rattachés au Bénéficiaire
- État d'avancement de l'instruction des dossiers et de leur paiement

- Échange de documents entre les Parties : devis, rapports d'analyse, documents contractuels CEE, Attestations sur l'honneur, etc.
- Pour chaque dossier, accès au détail des principales caractéristiques : parties prenantes, nature des opérations, dates de chantiers, volumes CEE et primes associées, etc.
- Outil de communication "chat" permettant des échanges rapides entre le Bénéficiaire et le Demandeur

Lors de la phase de lancement du Partenariat, le Référent du Demandeur dispensera une formation sur le fonctionnement de la plateforme auprès des services désignés par le Bénéficiaire. Cette présentation pourra être renouvelée sur demande.

Un support de formation et d'accompagnement à l'utilisation de la plateforme sera par ailleurs remis au Bénéficiaire à l'issue de la première formation.

### 3 Durée du partenariat

La Convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par les Parties et expirera le 31 décembre 2025.

Au terme de la Convention, les Parties pourront décider de renouveler la Convention par voie d'avenant ou de conclure un nouvel accord spécifiquement pour la période suivante. En tout état de cause, les Parties s'engagent à se rencontrer au moins 3 mois avant l'expiration de la Convention afin de décider ou non des modalités de reconduction de leur partenariat.

En cas de non-respect par l'une des Parties de l'une quelconque des clauses de la Convention, l'autre Partie pourra, sans préjudice de ses autres droits et recours, résilier de plein droit ladite Convention après une mise en demeure notifiée à l'autre Partie et restée sans effet pendant un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires.

Nonobstant ce qui précède, (i) la résiliation ou l'expiration de la Convention n'affecte pas les droits, recours, obligations ou responsabilités des Parties nés antérieurement à cette résiliation, (ii) les obligations des Parties au titre de la Convention, correspondant à des Opérations engagées par un Bénéficiaire avant l'expiration de la Convention sont maintenues jusqu'à leur complète satisfaction et (iii) les obligations de confidentialité des Parties demeureront applicables conformément aux termes relatifs aux clauses de Confidentialités.

Il est ici précisé qu'en cas d'abandon, suspension ou suppression du dispositif des CEE décidé par l'Etat ou toute autre Autorité Administrative, la présente convention prendra fin automatiquement à la date de prise d'effet de la décision, sans formalité préalable et sans qu'aucune indemnité ne puisse être due à l'une ou l'autre des parties.

### 4 Absence d'exclusivité

Le Bénéficiaire référence le Demandeur en tant que partenaire privilégié, cependant, la Convention ne comporte aucune obligation d'exclusivité entre les Parties. Le Bénéficiaire se réserve le droit de signer tout accord similaire avec tout tiers.

Il s'engage en revanche à solliciter les services du Demandeur de manière systématique pour toute demande en rapport avec une valorisation de CEE sur son patrimoine et ses équipements pendant toute la durée et le champ d'application de la Convention.

## 5 Interlocuteurs opérationnels

Le Bénéficiaire et le Demandeur désignent les interlocuteurs suivants comme responsables opérationnels de la mise en œuvre du partenariat engagé au titre de la présente Convention.

POUR LE BÉNÉFICIAIRE	POUR LE DEMANDEUR
Identité :	Identité : Kamfeng TSUEN
Adresse électronique :	Adresse électronique : ktsuen@hellio.com
Téléphone :	Téléphone : 06 70 10 22 16
Adresse postale :	Adresse postale : HELLIO – Département Grands Comptes 50 rue madame de Sanzillon 92110 CLICHY

La personne désignée pour le Demandeur sera l'interlocuteur unique du Bénéficiaire dans le cadre de ce partenariat. En cas d'indisponibilité, la personne référente à contacter sera la suivante :

POUR HELLIO – N°2
Identité : Léa MONNIER
Adresse électronique : lmonnier@hellio.com
Téléphone : 07 89 94 05 64

Tout changement d'interlocuteur par une Partie doit être notifié à l'autre partie par tout moyen dans les meilleurs délais.

## 6 Engagement

En signant la présente convention, les deux Parties reconnaissent avoir pris connaissance et approuvé dans leur intégralité les modalités de mise en œuvre de la mission ainsi que les conditions générales listées ci-après.

Il est précisé que tous les documents annexés au présent contrat en font partie intégrante et forment, avec celui-ci, un ensemble indivisible dans l'esprit des parties.

## 7 Propriété intellectuelle

Le Demandeur sera éventuellement amené à développer, créer et déposer plusieurs logiciels, outils informatiques, applications informatiques, marques et signes distinctifs que le Bénéficiaire et ses Filiales pourront utiliser dans le cadre du programme.

Toutefois, le Bénéficiaire n'acquerra du fait des stipulations précédentes aucun droit de propriété, quel qu'en soit le fondement, sur les outils et applications informatiques, marques et signes distinctifs et marques du Demandeur

Le droit d'utiliser les outils et applications informatiques, marques et signes distinctifs du Demandeur est strictement limité à la durée d'exécution du Contrat.

## 8 Signature électronique

Les Parties reconnaissent et acceptent que le présent contrat soit susceptible d'être signé par voie manuscrite. Le cas échéant, par voie de signature électronique en application des articles 1367 et suivants du Code civil et que la transmission électronique dudit contrat et des pièces du dossier CEE ainsi signés grâce à l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel il s'attache vaille preuve, entre les Parties, de l'existence, de l'origine, de la réception, de l'intégrité du Contrat de partenariat et des pièces du dossier CEE.

A ce titre, le Bénéficiaire transmettra au demandeur le certificat de signature électronique associé à chaque pièce signée selon ce procédé.

Dans le cadre de la signature électronique des documents CEE, le Bénéficiaire s'engage à utiliser un procédé de signature électronique fiable conformément à la réglementation applicable au dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie.

Fait à :

Le :

*En deux exemplaires originaux.*

<b>Le Demandeur,</b>  Représenté par : M. Pierre Maillard,  Président	<b>Le Bénéficiaire,</b>  Représenté par : Michaël DELAFOSSE,  Président
---	---

# CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA MISSION

## ARTICLE 1 : PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Le Bénéficiaire et le Demandeur ont pour objectif commun d'identifier l'ensemble des économies d'énergie réalisées par le Bénéficiaire et constituant des Actions, afin de les répertorier, d'en calculer la contrepartie énergétique et de solliciter l'obtention de CEE en contrepartie des Actions. Ces actions entrent dans le cadre réglementaire du dispositif des CEE.

## ARTICLE 2 : DURÉE

La Convention entre en vigueur à compter de la date de signature des présentes et durera jusqu'au 31 décembre 2025. Elle ne sera pas tacitement reconduite. Les Parties conviennent d'une réunion pour discuter de l'éventuel renouvellement du présent accord.

## ARTICLE 3 : RÉSILIATION ET SANCTIONS

En cas de non-respect par l'une des Parties de l'une quelconque de clauses de la Convention, l'autre Partie pourra résilier de plein droit ladite Convention après une mise en demeure notifiée à l'autre Partie et restée sans effet pendant un délai de deux (2) mois.

La Partie s'estimant lésée sera en droit de réclamer des dommages et intérêts à l'autre Partie à hauteur du préjudice causé qui inclura notamment les frais de justice qu'elle aura dû exposer, le cas échéant, afin d'obtenir réparation.

Au cas où le Bénéficiaire violerait une des dispositions contractuelles et ne réparerait pas sa violation dans les trente (30) jours d'une notification écrite reçue du Demandeur, il devra payer au Demandeur une indemnité égale à (1 000) euros par violation notifiée. Le Demandeur pourra réclamer une indemnité plus importante en prouvant que le préjudice réellement subi est d'une valeur supérieure à cette indemnité, et pourra en tout état de cause mettre fin à la Mission.

Dans le cas de manquement constaté par l'Autorité Administrative et imputable au Bénéficiaire, notamment en cas de doublon (dépôt des pièces justificatives d'un même dossier à plusieurs Obligés), donnant lieu à l'application de pénalités par cette dernière, le Demandeur se réserve le droit de réclamer au Bénéficiaire, le paiement des pénalités mises à sa charge, ainsi que la répétition de toutes les sommes versées, le cas échéant. Il est ici précisé que le montant de l'indemnité due au Demandeur ne pourra être supérieur aux sanctions prévues par l'article R. 222-2

du Code de l'énergie. Cette somme sera de plein droit et immédiatement exigible par le Demandeur dès la découverte de ladite violation.

## ARTICLE 4 : LIMITATIONS DE RESPONSABILITÉ

Le Demandeur n'engagera pas sa responsabilité envers le Bénéficiaire en cas d'inexécution de tout ou partie de ses obligations si cette exécution est empêchée par un cas de force majeure ou est rendue impossible par une modification des lois et règlements applicables.

En outre, la responsabilité du Demandeur envers le Bénéficiaire ne pourra en aucun cas être recherchée ou engagée au titre du caractère éventuellement insuffisant, incomplet ou inexact des informations communiquées au Demandeur par le Bénéficiaire et/ou les Bénéficiaires, sous leur propre responsabilité.

## ARTICLE 5 : FORCE MAJEURE

Les Parties n'engageront pas leur responsabilité au cas d'inexécution de leurs obligations du fait d'un cas de force majeure, c'est-à-dire du fait d'un événement qui échapperait à leur pouvoir et qui empêcherait, retarderait ou alourdirait l'exécution normale de leurs obligations, tel que changement de réglementation, état de guerre et catastrophe naturelle.

## ARTICLE 6 : TOLÉRANCE

Aucune tolérance ou inertie expresse ou tacite de l'une des Parties du fait d'une défaillance de l'autre dans l'exécution de ses obligations ne pourra être interprétée ou considérée comme constituant un accord ou une acceptation de cette violation et de toute autre violation du même type ou d'un autre type de la part de la Partie défaillante.

## ARTICLE 7 : MODIFICATIONS

Toute modification de la Convention sera faite par un avenant écrit, approuvé et signé par les Parties. L'avenant pourra être établi et signé par un représentant spécialement mandaté par écrit.

## ARTICLE 8 : ANNULATION D'UNE CLAUSE

Dans l'hypothèse où une clause de la Convention serait annulée, sa nullité ne saurait porter atteinte aux autres stipulations, ni affecter la validité de la Convention dans son ensemble. Toutefois, la Convention dans son ensemble sera mise à néant, si la clause annulée remet en cause de manière excessive l'équilibre contractuel.

## **ARTICLE 9 : INTERPRÉTATION DU CONTRAT**

La présente Convention constitue l'expression définitive et exhaustive de la volonté des Parties. Elle ne saurait être complétée ou interprétée par des propos ou écrits antérieurs ou simultanés au présent écrit. Elle pourra cependant être complétée ou modifiée par voie d'avenant. La division des présentes en articles séparés et la rédaction d'intitulés ne sauraient conditionner de manière absolue son interprétation.

## **ARTICLE 10 : COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS**

Toute communication, notification ou tout envoi postal qui devra être fait en vertu des présentes le sera valablement par tout moyen écrit (fax, e-mail) sous réserve d'être confirmé le jour même par lettre recommandée avec demande d' accusé de réception à l'adresse des Parties indiquées à l'article 5 de la Convention ou toute adresse qui pourra être notifiée par l'autre Partie

## **ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITÉ**

Chacune des Parties s'engage à ne divulguer aucune information confidentielle à un tiers sans l'autorisation préalable écrite de l'autre Partie. Seront considérées comme « informations confidentielles », la teneur de l'accord lui-même ainsi que toute information écrite, orale ou sous toute autre forme, de quelque nature qu'elle soit et quel qu'en soit le support, portée à la connaissance d'une Partie par une autre Partie dans le cadre de la préparation et de l'exécution de l'accord.

Ne sont pas considérées comme des informations confidentielles, les informations qui sont dans le domaine public autrement qu'en violation de la présente obligation de confidentialité ou qui sont déjà connues par l'une des Parties avant sa communication par l'autre Partie, de façon non confidentielle et démontrable.

## **ARTICLE 13 : PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement général sur la protection des données en vigueur au 25 mai 2018, les Bénéficiaires, personnes physiques, bénéficient d'un droit d'information, d'accès, d'opposition, de rectification, de portabilité et d'effacement des données ou encore de limitation du traitement en contactant le Demandeur.

Les données seront conservées aussi longtemps que nécessaire à l'exécution des relations commerciales objet de cet accord.

Le Bénéficiaire reconnaît qu'il devrait mettre en place tous les moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles des Bénéficiaires, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés. Il s'engage à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers, les données sans le consentement préalable des Bénéficiaires, à moins d'y être contraints en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.). Par ailleurs, le Bénéficiaire reconnaît et accepte que les données transmises au Demandeur soient communiquées aux sociétés du Groupe auquel il appartient.

L'accès aux données personnelles est strictement limité à au personnel administratif, employés et préposés, le service communication, le service commercial, le service comptable du Demandeur, ses sous-traitants et partenaires commerciaux, l'Administration.

La charte de politique de confidentialité est consultable sur le site internet du Demandeur. Les Bénéficiaires peuvent exercer leurs droits auprès du Demandeur à l'adresse suivante : [dpo@hellio.com](mailto:dpo@hellio.com)

## **ARTICLE 14: LUTTE ANTI-CORRUPTION ET BLANCHIMENT D'ARGENT**

Dans le cadre du Contrat, le Bénéficiaire affirme et garantit au Demandeur qu'il respecte et continuera de respecter toutes les lois et réglementations en vigueur concernant la lutte contre la corruption, le trafic d'influence et le blanchiment d'argent, également connus sous le nom de "Lois Anti-Corruption" et sous le nom "loi Sapin II".

Les Parties reconnaissent l'importance de l'intégrité et de l'éthique dans leurs relations d'affaires. Elles s'engagent à respecter les lois anti-corruption et la loi Sapin II, à mettre en place des politiques internes pour lutter contre ce fléau.

Le Bénéficiaire s'engage à sensibiliser ses collaborateurs et partenaires aux règles anti-corruption et à les faire adhérer à ces principes. Les parties veillent à ce que toutes les personnes agissant en leur nom respectent les réglementations en matière de lutte contre la corruption.

Chaque partie s'engage à informer immédiatement l'autre partie de tout événement susceptible de violer les règles anti-corruption. Des contrôles et des procédures internes seront établis pour assurer le respect de ces lois.

En cas de violation de cette clause, le Demandeur se réserve le droit de suspendre ou de résilier le Contrat, sans préavis ni indemnité, tout en exigeant des dommages et intérêts de la partie responsable.

#### **ARTICLE 15 : LOI APPLICABLE – LITIGES**

La Convention est régie par le droit français. Tout litige qui pourra s'élever relativement à la validité, l'exécution et l'interprétation de la Convention sera soumis à la juridiction compétente.